

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 8 AVRIL 1977

N° 421 1,50 F

Belgique 15 FB  
 Commission Paritaire 56 942

Rassemblement  
 Communiste  
 du PCR ml

● SUITE  
 DE L'INTERVENTION  
 CENTRALE  
 ● VICTOR FAINBERG  
 TÉMOIGNE  
 ET S'ENTRETIENT AVEC DES  
 OUVRIERS DU PCRml

RÉUNIS HIER À PARIS

## SEGUY ET MAIRE S'ENTENDENT POUR CONTENIR LES LUTTES

Edmond Maire et Georges Séguy avaient convoqué la presse hier soir rue Cadet pour célébrer leurs « retrouvailles ». Rendant compte des discussions et des échanges de vues auxquels avaient procédé les directions confédérales hier au siège de la CFDT, l'un et l'autre ont loué les mérites de l'unité d'action au sommet soudain retrouvée.

On sait qu'au lendemain des municipales, le bilan qu'en tirait chacun des états-majors confédéraux divergeait sur certains points, notamment sur les rapports avec le programme des partis de gauche sortis gagnants de la compétition électorale et sur les suites à donner à l'action revendicative et à la volonté de lutte des travailleurs qui se manifeste, comme n'a pu que le remarquer Séguy, par « la recrudescence certaine des luttes et de la combativité des travailleurs dans la période ».

D'entrée, Edmond Maire a récusé certaines intentions prêtées à son équipe confédérale de vouloir promouvoir une plate-forme d'objectifs revendicatifs et politiques antagonistes à la plate-forme de la CGT ou au programme commun des partis de gauche. « La CFDT, a-t-il déclaré, n'a nullement l'intention d'être une machine de guerre contre le programme commun mais entend manifester son apport à l'ensemble des forces de gauche ». Au moment où va s'entamer une remise au goût du jour du programme commun sur laquelle les dirigeants confédéraux seront conviés à émettre leur avis, la direction de la CFDT entend prendre toute sa place dans cette entreprise de « réactualisation » aux côtés du PS et du PCF.

Commentant à son tour la « déclaration commune » CGT-CFDT à laquelle la rencontre d'hier venait de donner lieu, Séguy, après avoir rappelé haut et fort que « l'action syndicale ne devait pas aujourd'hui être limitée à des contingences politiques », a assuré qu'il était hors de question pour lui de « vouloir précipiter la fin de ce régime en déclin ». C'est, une fois de plus, la réaffirmation d'une politique d'action syndicale étroitement asservie aux intérêts des partis de gauche et de leur accession possible et prochaine au pouvoir.

Politique d'inaction, devrait-on dire. Car dans cette déclaration commune qui scelle leur entente (que Séguy compare à l'accord de juin 74, le fameux accord « anti Lip ») et qui vaut comme plate-forme d'action pour les mois à venir, les états-majors confédéraux relancent dans leur intégralité les thèmes vastes et généraux présentés par la CGT au lendemain des municipales. A savoir : la défense du pouvoir d'achat, l'emploi et les conditions de travail, la sécurité sociale et les libertés syndicales.

Et s'il y a accord sur ces objectifs revendicatifs, il y a également accord, ont insisté Séguy et Maire, sur la politique d'action pour les mettre en œuvre et qui doit précipiter l'ouverture de négociations avec le patronat et le gouvernement. Qu'est-ce à dire ? Tout simplement, comme l'a rappelé E. Maire concernant par exemple la lutte pour l'emploi, qu'il fallait poursuivre « ce qui avait été engagé dans la deuxième quinzaine de février ». En clair, relancer ces rassemblements régionaux passés presque inaperçus à cette période et qui n'avaient d'autre but que de faire patienter les travailleurs en attendant les municipales. Voilà ce qu'ils veulent aujourd'hui : des journées d'action par branche professionnelle en attendant le « temps fort » de la dernière semaine d'avril et du 1er mai qui devrait être une « grande initiative unitaire sur l'emploi et les libertés syndicales ».

Suite p. 4



QUAND LA BOURSE  
FAIT LA LOI

**LE NAUFRAGE DE  
LA « RÉFORME »  
GISCARDIENNE**

Lire notre article p. 3

General Motors  
(Gennevilliers)

**9<sup>e</sup> JOUR  
DE GREVE  
5<sup>e</sup> JOUR  
D'OCCUPATION**

Voir p. 5

SUD-LIBAN

**L'OFFENSIVE  
PATRIOTIQUE  
SE DÉVELOPPE**

Lire notre article p. 6

EUROPE

**Carter veut « limiter »  
les partis  
révisionnistes**

Lire notre article p. 4

AFRIQUE AUSTRALE

*Pour sauver  
le pouvoir raciste*

**250 000 noirs  
envoyés  
dans un camp  
de concentration**

Le gouvernement  
rhodésien déclare  
l'état de guerre



Lire notre article p. 7

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cité Bassens (Marseille)

## UN GARDIEN RACISTE TIRE SUR DEUX FILLETTES, L'UNE EST BLESSEE

«Je m'amusais à la dinette, par terre avec ma copine, quand le gardien nous a tiré dessus avec son revolver, la jupe de ma copine était pleine de sang. Je n'ai pas eu le temps de partir, le chien du gardien m'a sauté dessus, je suis tombée par terre, et le gardien m'a alors frappé avec un long bâton», c'est Nadia Foughali, fillette d'une dizaine d'années qui me raconte l'acte raciste dont elle a été victime la veille, en plein après midi : l'autre fillette Berberi Bassia est hospitalisée. Nous sommes dans la cité Bassens, véritable ghetto pour travailleurs immigrés où des dizaines d'enfants sont parqués sans aucun moyen de se distraire. La colère des enfants et des parents est très grande : «ce n'est pas la première fois qu'il tire sur les enfants. C'est un raciste. Il déteste les Arabes». Il, c'est le vigile de la société Carniato, située à l'une des entrées de Bassens, les enfants sont unanimes :

«chaque fois que l'on s'amuse en vélo ou en patin à roulettes sur la route ou le trottoir devant l'usine, il nous l'interdit. Il nous lâche un chien, un berger allemand».

«Chaque fois que nous venons nous asseoir sur le trottoir il vient vers nous et nous dit, partez sinon je tire».

«Jusqu'à hier, il n'avait encore atteint personne, soi-disant qu'il tirait des balles» m'explique l'une des mères. En effet, contrairement à ce qu'ont dit les journaux locaux, et surtout le torchon raciste «le Méridional» le gardien n'a pas tiré à bout portant, mais à plus de 10 mètres de l'extérieur de l'usine. Ainsi, il aurait très bien pu abattre purement et simplement les 2 fillettes au lieu d'en blesser une seule au côté. «Le chien, personne n'en a parlé», explique les enfants et les parents, «parce que de suite après ils l'ont caché». Acte raciste et criminel ? Cela ne fait aucun doute.

### L'hôpital Corentin-Celton (Paris)

#### Une situation scandaleuse

La section syndicale CFDT de l'hôpital Corentin-Celton, dans une conférence de presse, a dénoncé la situation scandaleuse qui existe dans cet hôpital de l'Assistance Publique.

Un personnel en nombre insuffisant, en butte à la répression, des ateliers délabrés pour les ouvriers de l'entretien, une absence totale d'hygiène et de sécurité pour les retraités, entassés dans des dortoirs (certains en viennent au suicide)...

Nous aurons l'occasion de revenir prochainement sur ce véritable scandale.

## L'AFFAIRE DES GENDARMES DE BANDOL 4 INCULPATIONS

Le parquet d'Aix en Provence a inculpé 4 gendarmes de Bandol pour coups et violences.

Il y a un an, un ferrailleur de Bandol est arrêté par la gendarmerie de Bandol pour cambriolage. Devant le juge d'instruction, il déclare avoir été torturé par les gendarmes. Une expertise médicale prouve qu'il porte effectivement des traces de coups. Le ferrailleur décide de déposer plainte. Grand émoi des réactionnaires locaux devant cette remise en cause des «forces de l'ordre» : des pétitions circulent en faveur des gendarmes.

Mais après une longue enquête, l'annonce de ces inculpations semble bien être la confirmation implicite de l'exactitude des déclarations du ferrailleur.

● CRIME RACISTE ?  
UN TRAVAILLEUR  
ALGÉRIEN  
ASSASSINÉ A  
PORT-DE-BOUC

M. Eradji Belguer, 51 ans, employé municipal a été trouvé mort dans un bâtiment municipal de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), la tête fracassée à coups de barre à mines.

● UN MINEUR TUÉ  
DANS LE NORD :

M. Ben Saïd Ouairar, 31 ans, marié et père de deux enfants, est mort à la fosse à jardin à Sin-le-Noble, près de Douai. Il a été enseveli dans un éboulement.

## LE MANUEL PATRONAL SUR LA POLLUTION DE L'EAU

# UN COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

Décidément l'écologie et le poids qu'elle a joué aux élections suscitent les vocations. Après la surenchère gouvernementale, c'est au tour du CNPF de crier bien haut son souci de lutter contre la pollution. Il vient d'éditer et de faire connaître à grand bruit un manuel pratique destiné aux indus-

triels : «La lutte contre la pollution de l'eau».

L'ouvrage donne l'essentiel de la réglementation en ce domaine et les renseignements concernant les moyens techniques de prévenir la pollution de l'eau.

Le CNPF proclame son intention d'augmenter ses dépenses pour installer des dispositifs d'épuration. Or, ces investissements sont principalement alimentés par les redevances perçues par les Agences de bassin. Considérées déjà comme largement insuffisantes, elles sont pratiquement bloquées par le plan Barre. Cela n'empêche pas les «experts» d'être optimistes puisque selon eux la pollution devrait tomber de 46% d'ici 1990.

Mais étrangement leurs calculs font l'impasse sur de nombreux facteurs de pollution : les rejets (engrais) de l'agriculture industrielle, le réchauffement des eaux provoqué par les centrales nucléaires, les travaux de canalisations prévus sur le Doubs...

Enfin, un simple chiffre donne la mesure de la volonté écologique des pollueurs industriels : le manuel est tiré à 3 000 exemplaires alors que sur les 350 000 établissements classés, au moins 80 000 sont officiellement considérés comme polluants !

Bref, un nouveau coup d'épée dans l'eau...

### DES BELLES PAROLES À LA RÉALITÉ

Venant après la lutte des marins-pêcheurs contre les boues jaunes et rouges, les prétentions écologiques des patrons ne manquent pas de cynisme.

Les exemples de pollution de l'eau par les industriels sont nombreux. Un des plus récents fut le déversement d'acroléine dans le Rhône par Pechiney-Ugine-Kuhlman, qui a provoqué la mort de milliers de poissons.

Dans la région lyonnaise toujours, il faut rappeler les tonnes de poissons trouvés morts en 1972 et 1974 au barrage de Pierre-Bénite et à la Centrale Thermique de Loire-sur-Rhône. Les usines chimiques ont des responsabilités écrasantes. Pollution de la Moselle également : en 1973 et 1974, par trois fois, les aciéries de Neuves-Maisons ont empoisonné les poissons au cyanure près de Nancy. En 1976, le cyanure, encore lui, fait des ravages près d'Uckange. Ainsi, avec une belle régularité, les pollueurs continuent impunément à détruire l'environnement des travailleurs comme ils détruisent leur santé à l'intérieur des usines.

Le Rhin n'est plus qu'un égout mais aussi, combien de petites rivières moins connues où usines papetières, teintureries, et porcherie industrielles rejettent leurs déchets sans être autrement inquiétées. Comme le disent les ministres successifs de l'environnement ou de la qualité de la vie : ils ne veulent pas être les «torionnaires systématiques» des industriels.

Les sanctions prévues sont dérisoires, les procès traînent en longueur. Encore faut-il pour qu'ils aient lieu que les associations de riverains, de pêcheurs se mobilisent à la place de l'administration. A chaque fois, les industriels se réfugient derrière les arguments habituels : coût élevé des installations anti-pollutions, chantage au chômage. Par l'intermédiaire des préfets, le gouvernement les appuie, tout en multipliant par ailleurs décrets (non appliqués)

et commissions où viennent bavarder les experts.

En 1971, au comité parlementaire de la protection de la nature, l'un de ces beaux parleurs annonçait : «La pollution des rivières sera stoppée avant la fin du 6<sup>e</sup> plan». On en est au septième qui prévoit entre autres l'installation de nouvelles centrales nucléaires au bord de l'eau : échauffement de l'eau des rivières,

grave danger de pollution radioactive. C'est cela la «qualité de la vie», 13 ans après la loi-cadre sur la protection de l'eau.

Mais les luttes contre la pollution de l'eau se développent et obtiennent des succès. Seule l'action des travailleurs peut faire reculer la pollution qui n'est pour les patrons que le prétexte à faire une brochure qu'ils ne lirent même pas.

Claude ANCHER



## Scandale financier à Sarcelles

# une escroquerie d'au moins 4 milliards

Le parquet de Pontoise vient d'ouvrir une information contre X pour une escroquerie réalisée aux dépens de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

La ville nouvelle de Sarcelles, c'est une de ces banlieues-dortoirs où la bourgeoisie entasse les travailleurs dans des cités inhumaines.

Pour «animer» Sarcelles, un grand centre commercial a été mis en chantier : 100 000 m<sup>2</sup> de bureaux, de magasins, de centres de loisirs.

Restait à les vendre, ou à les louer. Une filiale de la Caisse des Dépôts s'en chargea. De 1970 à 1972, 4 grandes surfaces ouvraient, 102 petits commerces s'installaient. Mais dès 1973, un des plus grands magasins, le «Bon Marché» ferme. Le centre commercial périclète. La Caisse des Dépôts décide alors d'attirer les commerçants par des prêts à bon marché.

Aussitôt se créent des SARL bidon, avec à leur tête des hommes de paille de quelques escrocs. Pour s'installer, ils passent des

accords avec des architectes, des décorateurs en gonflant systématiquement les devis. Et ils demandent à bénéficier des fameux prêts. Ceux-ci sont généreusement accordés. Mais la plupart de ces SARL n'ouvrent le magasin qu'une semaine ou deux ou même pas du tout. La CDC ne vérifie même pas si les travaux prévus sont exécutés. En quatre opérations de prêt successives, un de ces commerçants escrocs disparaît avec un milliard en poches ! L'ensemble de l'escroquerie se situe entre 4 et 8 milliards.

Pourquoi la Caisse des Dépôts, établissement public réputé «sérieux» a-t-il été aussi peu regardant sur ce que devenaient ses prêts, c'est la question qu'il va falloir éclaircir : les escrocs n'étaient sans doute pas tous du même côté de la barrière...

La Compagnie Immobilière de la Région Parisienne, filiale de la CDC, a affirmé hier soir qu'elle n'avait accordé que 40 millions NF de prêts dont seulement 4 auraient disparu dans l'escroquerie.

# QUAND LA BOURSE EST REINE LE NAUFRAGE DE LA «REFORME» GISCARDIENNE

La décision prise mercredi par le gouvernement de reporter d'un an l'application aux valeurs boursières de la loi sur la taxation des plus-values,

donne à la présidence de Giscard une nouvelle orientation, significative de l'impasse politique dans laquelle se trouve le président de la République.

«La taxation des plus-values constitutives d'un revenu véritable est une œuvre de justice. (...) C'est dans cet esprit qu'elle a été proposée et votée. Son application, recherchant la simplicité, devra respecter cet objectif». L'auteur de ces lignes, c'est Valéry Giscard d'Estaing lui-même, dans le paragraphe de son petit livre intitulé : «La justice, c'est aussi la suppression des privilèges». C'est là, c'était encore à l'époque où l'orientation giscardienne consistait à donner l'illusion du changement, notamment en puisant dans le programme commun une série de mesures, telles que le vote à 18 ans, ou le droit à l'avortement.

Aujourd'hui, sur les «plus-values» qui frappent le plus par leur caractère d'escroquerie : celles qui sont réalisées en jouant à la Bourse, le gouvernement de ce même président est amené à reculer. On se demande si la loi sera jamais appliquée à ce secteur financier : certains députés RPR proposent déjà son abrogation pure et simple.

## LE MANQUE DE CONFIANCE DU PATRONAT

Entre temps, deux facteurs nouveaux sont intervenus sur la scène : d'une part, l'affaiblissement de la «majorité», par l'éclatement ouvert des contradictions entre les anciens gaullistes et les partisans de Giscard. D'autre part, la confirmation par les élections municipales de la montée électorale des partis du programme commun.



Les colonnes du temple : le dieu de Barre loge à la Bourse.

Cette situation politique a pesé lourdement sur les rapports entre le pouvoir et la classe dont il est l'exécutant politique. Le manque de confiance du patronat dans la capacité du président de la République à faire face à cette incertitude politique s'est exprimé notamment par la faiblesse des investissements. Le maintien de l'activité économique exigeant que ceux-ci viennent suppléer la baisse de la consommation populaire organisée par le plan Barre, c'est la réussite de celui-ci qui s'est trouvée remise en cause.

Restaurer, avant toute chose, la confiance du patronat, telle semble bien être désormais la préoccupation

première d'un gouvernement débarrassé de ses ministres d'Etat, et où le poids du premier ministre va en grandissant. Dans ces conditions, le visage social que cherchait à se donner Giscard est condamné à passer de plus en plus au second plan. Déjà, l'adoption du plan Barre à la rentrée de septembre marquait un tournant de ce point de vue. Mais, face au RPR, le giscardisme tentait encore de préserver son vernis «réformateur».

## LA FIN DE LA «REFORME»

Aujourd'hui, «le meilleur économiste de France» va plus loin : il défait ce

qu'avait fait Giscard, il donne satisfaction aux nombreux députés, RPR notamment, qui s'étaient élevés contre la nouvelle fiscalité adoptée au printemps dernier. Dans la course aux suffrages des classes moyennes et au soutien du patronat le plus réactionnaire, la délimitation entre le giscardisme et Chirac s'efface de plus en plus. Il ne reste plus que l'attitude différente que les uns et les autres préconisent face à l'éventualité d'une victoire de l'union de la gauche aux prochaines législatives. Le président du «changement» s'efface. Il n'en reste plus qu'une triste continuité.

J. LERMET

Europe :

## Le RPR opte de plus en plus pour la fermeté

Le texte du traité sur l'élection du parlement européen au suffrage universel qui doit être soumis lors de cette session parlementaire à la ratification des députés avait été négocié par le gouvernement de Chirac. Fin 1976, le même Chirac affirmait encore à Strasbourg son accord avec l'essentiel de ce texte, ouvrant la voie à un vote positif des parlementaires RPR. Depuis les élections municipales, le ton des journées des anciens gaullistes, tenues aux Baux de Provence, était apparu comme assez violemment hostile à cette loi. Dans des déclarations faites hier devant la presse étrangère, Chirac, qui le laissait entendre depuis quelques temps, a ouvertement rallié cette opposition.

C'est une «réformette». «Quand on est incapable de résoudre les problèmes concrets qui se posent, on dit qu'on va changer les institutions (...) On va jeter un peu de poudre aux yeux à l'opinion publique (...) Ce n'est pas cela qui va faire progresser l'Europe, ni dans les faits bien sûr, alors que personne manifestement ne la veut (hélas !), ni dans l'esprit (...) Quelle responsabilité pourraient exercer les députés de huit pays contre l'opinion publique d'un neuvième, s'ils prenaient une décision à la majorité ? (...) Des bavards, forcément irresponsables (...) Je crains fort qu'ils ne soient immédiatement tentés de se saisir d'un certain nombre de problèmes qui ne sont pas de leur compétence (...) Nous n'allons pas avoir un parlement élu au suffrage universel dans sept pays, et dont les représentants seront nommés par les parlements nationaux de deux autres (...) Dans l'état actuel des choses, nous ne sommes pas disposés à accepter ce texte. Il appartient au gouvernement de nous donner ces garanties, et qu'elles soient irrécusables.»

Ainsi, le président du RPR a choisi de faire le procès en bonne et due forme de la mesure sur laquelle Giscard a engagé personnellement sa responsabilité devant le parlement au cours de la session de printemps, affirmant que les choses se passeraient bien. En réalité, les exigences de Chirac, si elles ne ferment pas entièrement la porte à un vote en faveur du texte, font monter

sérieusement les enchères sur les conditions auxquelles son groupe parlementaire pourrait accepter de voter cette loi.

S'agirait-il d'un réveil brutal de la volonté d'affrontement avec les Etats-Unis qui caractérisait le gaullisme ancienne manière ? Un Chirac, mis à la place d'un Giscard, suivrait-il une politique extérieure fondamentalement différente de celui-ci ? On peut en douter, au vu de l'expérience. Mais, faute d'être capable de dégager une doctrine politique quelque peu consistante, l'ancien premier ministre de Giscard se replie sur les anciens thèmes qui ont fait autrefois la fortune de son mouvement.

Un certain nombre de parlementaires RPR n'affirmaient-ils pas récemment que le gouvernement Barre n'était pas en mesure de gagner les élections, et qu'il fallait lui en substituer un autre, plus conforme à leur vœu de lutte à outrance contre les partis du programme commun ? Certes, le texte sur le Parlement européen n'est pas encore programmé à l'ordre du jour de l'assemblée, et bien des retournements sont encore possibles, dans une «majorité», où personne pour l'instant ne semble avoir intérêt à une crise qui entraînerait des élections anticipées. Mais vu la faiblesse et l'inconsistance de la politique menée actuellement par le gouvernement, on ne peut exclure que la formation chiraquienne opte pour l'affrontement malgré tout. On n'en est pas encore là.

programme commun

## Discussion bientôt

Dans une lettre à Marchais, Mitterrand a fait connaître sa réponse à la proposition d'un «sommet» de la gauche pour réexaminer le programme commun. La réponse est positive, et la date de début mai fera probablement l'accord. Reste le fond des choses. On sait que le PCF a récemment insisté sur le fait que la situation de crise rendait les mesures prévues, et notamment les nationalisations, «plus actuelles que jamais». Le PS, de son côté, estime que «la gravité de la situation économique, l'aggravation d'une crise du chômage, nécessitent que les dispositions du programme commun soient reliées aux faits tels qu'ils se pré-

sentent». Ce qui pourrait vouloir dire que le parti socialiste entend différer l'application d'un certain nombre de mesures, qu'il jugerait «incompatibles» avec cette situation.

Par ailleurs, on affirme que Mitterrand serait d'accord pour examiner la situation de branches d'industries dont la nationalisation n'était pas prévue par le texte de 72. Mais, contrairement au PCF qui voudrait les nationaliser, il serait favorable à une prise de participation majoritaire de l'Etat dans l'automobile, et dans la sidérurgie (cette disposition figurait déjà pour cette dernière branche dans l'accord signé en 72).

La première des réactions au report de l'application de la loi sur les plus-values aux valeurs boursières a été celle de la bourse elle-même. Satisfaite mercredi, où elle avait monté de 4 %, elle a démontré hier, en restant stagnante, qu'il lui faudrait d'autres remèdes pour retrouver une confiance politique perdue. Hier matin, cependant, le journal financier «Les Echos» estimait que cette décision traduisait un effacement de Giscard devant son premier ministre qui «a marqué aux yeux de tous qu'il était le vrai patron du gouvernement, puisqu'il n'hésitait pas à reporter une mesure voulue par le Président de la République». Même appréciation du «Figaro» : «On voit dans cette mesure l'affir-

mation de l'autorité du premier ministre, puisqu'il n'hésitait pas à reporter une mesure voulue par le Président de la République».

A l'Assemblée nationale, nombre de députés RPR, qui n'avaient voté la loi de printemps dernier que contraints et forcés par la solidarité «majoritaire» avec le gouvernement Chirac, exultaient ouvertement. Foyer se demandait «pourquoi on a mis tant d'acharnement à nous faire voter un texte qu'on se propose d'appliquer aux calendes Grecques». Pour Papon, il aurait mieux valu reconnaître l'erreur «à temps, plutôt que de s'entêter dans un texte au demeurant inapplicable». Bignon demandait que le report d'application con-

cerne non seulement les plus-values mobilières, mais «l'ensemble de la loi». Et Labbé, le président du groupe, concluait : «Les députés gaullistes seront éventuellement amenés à demander l'abrogation de la loi».

Côté Républicains Indépendants, on était plutôt embarrassé. Icart tentait d'expliquer que la mesure «ne pouvait s'interpréter comme un recul du gouvernement par rapport à ses objectifs d'équité fiscale». Mais Hamel espérait que le gouvernement «convainque l'opinion que sa décision ne signifie pas un recul de sa volonté de réforme». Le RPR Rolland concluait : «On n'avait jamais assisté à une telle reculade de la part d'un gouverne-

ment depuis le début de la Ve République».

Côté PCF «L'Humanité» affirmait : «Le gouvernement de Monsieur Barre se transforme en officine de mesures pré-électorales». Mais, pour elle, la loi sur les plus-values était «une nouvelle occasion de frapper les travailleurs, les petits épargnants» : Chacun sait que de nombreux travailleurs jouent en bourse et spéculent sur les terrains. Allons, la défense de la résidence secondaire et des portefeuilles d'action sera assurée. Par «L'Humanité» qui n'hésite pas à «se transformer en officine pré-électorale», en direction de toutes une série de couches petites et moyennes bourgeoises.

## Réactions diverses

# POLITIQUE

Europe

## CARTER VEUT "LIMITER" LES PARTIS REVISIONNISTES

Ces derniers jours, Giscard avait manifesté en sous-main son mécontentement et son inquiétude devant les discussions qui ont eu lieu entre les diplomates U.S. et les leaders du PCF, en l'occurrence Kanaoka. Ces discussions avaient été demandées par les Américains et s'étaient déroulées dans le bureau du membre du bureau politique du P.C.F. Des entretiens semblables s'étaient tenus avec deux dirigeants du parti socialiste, à savoir Jean Pierre Cot et Michel Rocard.

Les avatars de la politique US en Europe se sont précipités au cours des derniers

Si des gouvernements à participation communiste venaient au pouvoir en Europe, les États-Unis ne feraient rien pour s'y opposer, dans la mesure où ce pouvoir aurait été acquis par «une voie démocratique». Mais si ces gouvernements étaient «dominés» par l'influence communiste, cela «pour-

rait réduire les possibilités des USA de travailler avec ces pays sur des questions d'intérêt vital».

Telle est la dernière en date des mises au point faites par l'administration Carter sur la politique que les USA entendent mettre en œuvre en Europe.

mois. De l'hostilité farouche opposée par Kissinger, le Général Haig, chef de l'état-major de l'OTAN, et l'administration Ford, à toute participation d'un parti «communiste» au pouvoir, jugée «inadmissible», aux positions affichées par Cyrus Vance et l'administration Carter, on a vu cette politique évoluer à mesure que l'éventualité d'un gouvernement d'union de la gauche se précisait et que les garanties qu'elle est dispo-

sée à fournir suivaient un chemin identique.

Dès sa prise de fonction, Cyrus Vance déclarait que les USA ne fermeraient pas la porte aux discussions avec des gouvernements de gauche en Europe. Sentant que la venue au pouvoir de ces gouvernements est de plus en plus probable, les USA préfèrent en prendre leur parti et essayer de traiter d'avance avec eux, plutôt que de les heurter de

front. D'autant plus que socialiste et révisionniste tant italiens que français, sont prêts à donner bon nombre de garanties.

Les questions principales qui préoccupent les USA sont en effet avant tout celles de l'OTAN ; or, en Italie, Berlinguer a depuis longtemps déclaré qu'il était favorable à l'OTAN plus qu'au Pacte de Varsovie. En France, le programme commun est sans doute plus

vague mais il y est noté expressément que le gouvernement d'union de la gauche ne remettrait pas en question les traités d'alliance conclus par ses prédécesseurs. Voilà de quoi rassurer.

Néanmoins, ces partis «communistes» font redouter aux USA un inflexible de leur pays en faveur des pays de l'Est et de l'URSS. Aussi se donnent-ils toutefois les

moyens pour contrôler la situation dans le cas où ils viendraient au pouvoir, comme en Italie, où pour obtenir des prêts du Fonds Monétaire International, le parti révisionniste a voté les mesures d'austérité, mais exigent dans tous les cas qu'ils soient «minoritaires» dans le futur gouvernement.

Bien que moins brutale que par le passé, cette politique des USA ne respecte qu'en apparence la souveraineté des États. Ingérence grossière, que les peuples refusent, en Europe, comme ils refusent toute tentative extérieure de leur dicter leur politique, qu'elle vienne de Washington ou de Moscou.

# LUTTES OUVRIÈRES

St-Amarin

## DES MILLIERS AUTOUR DES "SCHLUMPF"

A 10 h mercredi, le tocsin retentissait dans toute la vallée de St Amarin. De toutes les petites usines de cette vallée haut-rhinoise, les travailleurs sont montés au village et se sont rassemblés sur la place de l'Eglise. Les rideaux de fer des magasins ont été baissés par les commerçants. Pendant deux heures, toute communication par la route et par le rail a été bloquée. Le tortillard qui fait l'aller-retour toute la journée de Mulhouse à Kruth s'est immobilisé.

Cette journée «vallée morte» à St Ama-

rin, organisée par la CFDT, a rassemblé plusieurs milliers de personnes. C'est un éclatant succès qui témoigne de l'ardeur de la solidarité des ouvriers alsaciens pour les ouvriers licenciés du groupe Schlumpf, notamment la filature de Malmerspach où les machines se sont tuées il y a une semaine, sous les coups conjugués de Barre et des patrons du textile. Les travailleurs alsaciens veulent que demain, par la force de la lutte opiniâtre qui s'engage, la filature tourne à nouveau avec la totalité des 450 ouvriers.



À SICA, Alizay et à Boursin en vallée d'Eure

## LES CONFLITS LES PLUS DURS DEPUIS 68

A SICA, depuis mercredi dernier, les 750 ouvriers sont en grève. Ils ont arrêté les fours, ce qui a des répercussions importantes dans une industrie de pâte à papier. Ils ont organisé un piquet de grève et déployé des banderoles à l'entrée de l'usine, proclamant : «Tous unis nous vaincrons !», «L'action seule nous permettra d'aboutir». A partir de lundi, la direction a pris la décision de lock-outer l'usine.

A Boursin, les ouvriers de cette fromagerie à Croisy-sur-Eure, près de Pacé sont en grève illimitée avec occupation depuis le 24 mars. Le

mouvement est quasi-général. Pour briser cette unité, la direction utilise tous les moyens :  
- Lettres individuelles comportant des inexactitudes importantes.  
- Assignation en référé.  
- Lettres d'intimidation aux représentants du personnel.

La direction affirme que la grève est illimitée !! Elle demande à la justice bourgeoise de faire évacuer l'usine dans un délai de 8 jours. Le tribunal des référés a ordonné la sortie des denrées périssables.

Les revendications des ouvriers sont :

- Garantie de l'emploi
- Congé d'été de quatre semaines
- Prime de vacances.
- Paiement du 23 mars (journée chômée pour des raisons techniques).

Depuis mai 68, on n'avait pas vu de tels conflits durs dans l'Eure. Mais rappelons-nous que devant la grande journée du 7 octobre 1976, 5 000 travailleurs avaient manifesté, à Evreux, leur opposition au plan Barre, ce qui ne s'était jamais vu, même en 68 !

Correspondance Evreux

L'entrevue de Schillé, Président du Conseil Régional d'Alsace, avec un sous-fifre du Premier ministre (il n'a même pas été reçu par Barre lui-même) qui s'est déroulée mercredi après-midi à Paris et qui était présentée comme la «réunion de la dernière chance», a confirmé la volonté du pouvoir et du patronat d'achever le démantèlement du groupe Schlumpf, commencé avec la reprise séparée, il y a quelques mois, de la filature d'Erstein. Leur plan a été pour la première fois clairement et ouvertement énoncé (il guidait en fait les manoeuvres souterraines depuis de nombreux mois) :

1) Reprise séparée de Glück à Mulhouse et de Deffrenne à Roubaix, au prix sans nul doute de nombreux licenciements et d'une aggravation de l'exploitation et des conditions de travail pour ceux qui resteront, comme en témoigne l'exemple de la filature d'Erstein dont la reprise par l'industriel lainier du nord, Van de Putte, s'est accompagnée de 80 licenciements et d'une course forcée à la productivité. D'autre part, rien ne garantit que le maintien de l'activité de ces usines ne sera pas que provisoire et que la volonté

du patronat n'est pas d'aboutir à terme (une fois les esprits calmés) à leur fermeture définitive.

2) En ce qui concerne Malmerspach, estimée la moins «rentable» des usines du groupe, son sort est clairement fixé : c'est la fermeture irrémédiable qui jettera à la rue 450 travailleurs et qui entrainera à brève échéance l'asphyxie de la haute vallée. Et ce n'est pas la promesse de nouvelles implantations industrielles hautement hypothétiques qui pourra faire illusion. Le pouvoir public et le patronat ont donc levé le masque. Ils sont décidés à en finir rapidement avec «l'affaire Schlumpf». Mais les travailleurs de Schlumpf, forts de l'appui unanime de l'ensemble des travailleurs et de la population alsacienne, ne sont pas prêts à se laisser voler leur emploi. Ils ont fait l'expérience ces derniers mois du double jeu des autorités et des élus, ainsi que des tentatives de certains de leur imposer des objectifs étrangers à leur lutte. Ils ont conscience qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité ouvrière et populaire.

Après l'annonce des licenciements collectifs, les ouvriers de Deffrenne et de

Gluck ont rejeté la COGEFI qui était chargée jusqu'ici de la gestion provisoire des entreprises du groupe. «Puisque COGEFI licencie, licencions la COGEFI» lit-on sur les murs des usines. A Roubaix, c'est au cours d'un vote à bulletin secret que le personnel s'est prononcé dans ce sens. Le scrutin a rassemblé 254 votants sur 304 inscrits et à part 17 personnes, tout le reste s'est prononcé sur cette opposition à la COGEFI. D'autre part, les travailleurs d'autres usines ont approuvé la proposition des délégués CFDT qui réclament la continuation du travail avec l'ensemble des licenciés et sans la COGEFI, le contrôle des salariés sur la sortie des pièces et la production et l'occupation de l'usine durant la nuit et pendant le week-end. D'autre part, mardi soir, plus d'un millier de personnes ont répondu à l'appel de la CFDT qui a organisé un meeting devant le musée automobile à Mulhouse. Au cours de leur intervention, le délégué de l'HA.CUI.TEX. et Jean Kaspar, secrétaire général de l'UD CFDT ont élevé le débat au niveau national et l'ont placé dans le contexte de «la lutte générale menée par la classe ouvrière».

Thierry Walter

## LUTTES OUVRIÈRES

General Motors (Gennevilliers)

9e JOUR DE GREVE  
5e JOUR D'OCCUPATION

La cible est claire : le plan Barre. Les revendications, l'ensemble des travailleurs les ont en tête :

- 3 % et 200 F pour tous au 1<sup>er</sup> avril
- suppression de l'art. 31 prévoyant le licenciement après 45 jours de grève.
- retour aux 40 h sans perte de salaire
- suppression des contrats de 3 mois
- paiement des jours de grève

Depuis lundi, l'occupation s'est peu à peu organisée : animation à l'intérieur de l'usine, mise en place d'équipes de garde : «Ce n'est pas notre but principal, ce que nous voulons c'est gagner, et pour le week-end de Pâques cela ne s'annonce pas trop mal». Et pour cause : à chaque poste, à chaque piquet la même

question revient, les primes confirmations sont demandées : «Il y a eu des débrayages à la Thomson, il paraît qu'aux fonderies à Renault, les ouvriers se mettent en grève».

Rompre l'isolement, organiser le soutien est un impératif. Et à Gennevilliers, le plan Barre frappe : licenciement à Chevard, Delachaux, Air Equipement. Il y a eu toute une série de grèves, les unes après les autres, Lincoln, Damifer, Richier.

LA DIRECTION  
AUX ABOIS

Car depuis lundi, la direction ne perd pas son temps. Mardi matin, les rétrogradés ordonnaient l'évacuation de l'usine par les flics ; dans les cafés aux abords de l'usine, la direction s'emploie vaine-

ment à diviser, décourager ; ainsi elle fait répandre le bruit que seul l'équivalent d'un quart aurait voté la grève avec occupation (votée à 75 %) sans parler de la lettre envoyée à l'ensemble du personnel expliquant : «Qu'en période de crise elle ne pouvait que suivre les directives du plan Barre».

Et plus récemment, à l'usine de Strasbourg, elle faisait courir le bruit que l'usine de Gennevilliers avait été évacuée par les flics !

D'un côté la crainte de voir se renforcer et s'étendre la grève aux autres filiales, de l'autre une tactique : intimidation, menace d'évacuation de l'usine et pourrissement : hier matin, l'entrevue avec l'intersyndicale

CGT CFDT était annulée et reportée à ce matin.

«La période est propice à un redémarrage des luttes, les travailleurs ont plus confiance en eux à cause de l'échec de Giscard aux municipales, du refus du plan Barre qui s'est manifesté», expliquait un militant CGT. Cette confiance, cette nécessité de constituer un rapport de force elle se manifeste ce matin : à 10 h 30 une manifestation est organisée regroupant les travailleurs de Chausson, Thomson, Carbone-Lorraine avec en tête, les grévistes de la Général Motors. C'est un atout important pour populariser la lutte, surtout avant le week-end de Pâques où les risques d'évacuation sont importants.

Correspondant Gennevilliers

John Deere (Orléans)

les flics  
n'ont pas réussi  
à casser la lutte

La grève continue à l'usine John Deere malgré l'intervention de la police mercredi matin à 6 h. L'usine n'était pas occupée par les travailleurs, seul un piquet de grève, dissuadait les quelques non-grévistes de rentrer. Malgré la présence continue de la police maintenant, le travail n'est toujours pas repris. Ici environ 200 personnes sur 850 sont rentrées le matin, beaucoup ont rejoint la grève pour ne pas travailler sous la protection des flics. Le soutien des autres usines de l'agglomération orléanaise a été immédiat. Avant de commencer le travail, vers 6 h 30, de nombreux travailleurs sont venus témoigner leur solidarité. Parmi eux, 12 travailleurs et délégués de l'entreprise de travaux publics, Salviam. A 9 h du matin, en retournant à leur travail, ils apprennent que deux d'entre eux, délégués du personnel, sont licenciés par la direction pour absence non expliquée. La riposte ne s'est pas fait attendre. Depuis mercredi, la Salviam est en grève à 90 %. Ce mécontentement des travailleurs orléanais s'est traduit par une puissante manifestation contre l'intervention policière, plus de 1000 travailleurs mobilisés en quelques heures ont défilé dans les rues d'Orléans.

SEGUY-MAIRE

Suite de la une

C'est là, de la part des chefs réformistes et révisionnistes qui ont la main sur les outils syndicaux une politique intolérable.

Au moment où se durcit l'intransigeance du patronat et du gouvernement Barre qui n'ont cessé d'user de la matraque et des flics, les travailleurs cherchent la voie d'une riposte énergique et immédiate. En témoigne le développement récent des luttes dans tous les secteurs, notamment ceux frappés de plein fouet par la crise comme le bâtiment ou la sidérurgie. En assommant les travailleurs d'une nouvelle série de journées d'action formelles, les directions syndicales donnent la preuve qu'elles s'accrochent de cette politique anti-ouvrière et de ce déferlement de répression, en privant délibérément les travailleurs des moyens nécessaires pour amplifier la riposte attendue. Et cela dans le but avoué de préserver l'acquis électoral de l'union de la gauche.

A nous de démontrer aux Giscard-Barre comme aux Seguy-Maire que nous n'entendons pas nous laisser faire !  
Julien LEBLOND

## LES LIP PASSENT A L'ACTION

Mercredi matin vers 8 heures, 300 «Lip» envahissaient le siège de l'Union patronale après avoir enfoncé les portes. De nombreux dossiers concernant la situation économique de chaque entreprise de la région et des comptes-rendus des réunions ont été emportés. Ensuite, les «Lip» repartirent laissant les locaux intacts, contrairement à ce que la presse régionale a voulu faire croire, non sans laisser la marque de leur colère et de leur volonté de gagner : «Patron affameur, Lip vaincra». En ce début d'avril, le climat a changé. La raison : l'offensive conjuguée du patronat et de la bourgeoisie de faire un exemple en supprimant les 90 % aux «Lip» et en leur refusant la prolongation. C'est bien ce qui mobilise les «Lip» aujourd'hui, puisqu'attendre, ce serait nous laisser «crever de faim». Reprendre l'offensive, frapper un bon coup, voilà ce qui mûrit et unit les «Lip», à travers leur aspiration à faire échec aux menaces, aux licenciements, au plan Barre. «Ce n'est plus le moment de câliner les patrons, ce qu'il faut, c'est frapper et frapper fort.» Voilà ce qui ressort des AG beaucoup plus nombreuses qu'auparavant.

LA VOLONTE DES LIP :  
LUTTER  
COLLECTIVEMENT

«Si nous avons gagné, c'est que nous sommes restés unis jusqu'au bout, mais unis dans la lutte, dans l'action parce que seule l'action unie nous a donné la victoire» déclara un ouvrier de la Sicca venu avec une délégation apporter leur soutien aux «Lip». Unité, oui ; cette unité est largement ressentie par tous les

«Lip» puisqu'ils viennent de décider que, face aux menaces patronales de remplir collectivement leur dossier ASSÉDIC, qui vont être examinés dans la commission paritaire à Paris.

ET LA CGT...  
A LA REMORQUE

Non pas tous, car la squelettique CGT Lip a décidé contre : ils veulent individualiser les dossiers.

Cette attitude a été fortement dénoncée par l'AG. Que deviendra l'unité si la CGT donne constamment des coups de poignards dans le dos ? Alors que les travailleurs engagent la lutte à Besançon, comme à la SIFOP, au CAT, Kelton, Rhodia, les PTT et Lip contre le plan Barre, le PCF et les dirigeants de la CGT empêchent tout regroupement des forces, seules capables aujourd'hui de faire échec au plan

Barre. Le piteux meeting organisé dernièrement en est révélateur. Alors qu'ils ne cessaient de brailler qu'il ne fallait pas attendre 78, aucune proposition n'a été faite, si ce n'est... d'envoyer des pétitions, des motions. Oui, le «y'en a marre», «il faut agir tout de suite ; des travailleurs devant le plan Barre devront nécessairement écarter de leur chemin ceux qui, aujourd'hui attendent 78 pour gérer la crise.

Les travailleurs des banques  
hier à Paris :  
NON A LA REPRESSION !

Hier après-midi, près un millier de travailleurs des Banques de Paris se sont rassemblés au Carrefour de la Chaussée d'Antin à l'appel de CFDT-CGT-FO-CFDT. Ils ont défilé en manifestation dans ce 9<sup>ème</sup> arrondissement, paradis des temples capitalistes que sont la BNP, Boulevard Haussmann, la Société Générale...

Réaffirmant leur solidarité aux employés de la BNP-Barbès en grève depuis le 10 mars, les travailleurs des banques ont surtout exprimé leur refus net du développement accéléré des pratiques répressives dans les établissements bancaires : vague de licenciements de militants syndicalistes, mise au pas de travailleurs combattifs, et exigé satisfaction de leurs revendications.

MARSEILLE : SIDMAP  
(MATIERES PLASTIQUES) :  
GREVE CONTRE LES SALAIRES  
INFÉRIEURS 9 1 500 F PAR MOIS,  
ANCIENNETÉ COMPRISE

Les travailleurs et travailleuses de cette usine de transformation de matières plastiques, située au 278 avenue de la Capelette, n'avaient vraiment pas besoin du plan Barre pour avoir des fins de mois difficiles. Avec près de 2 000 F pour les ouvriers de moulage, et moins de 1 500 F, ancienneté comprise pour ceux du conditionnement (essentiellement des femmes), ils se sont décidés à se mettre en

grève pour exiger au moins la parité de salaire avec les autres usines, soit 2 F de plus de l'heure. Ceci, d'autant plus que 30 millions d'anciens francs viennent d'être investis dans une presse. Depuis 74, ils n'avaient plus fait grève, mais trop c'est trop ! Avec la section syndicale CGT, ils sont en grève depuis le lundi 28 mars et ne reprendront pas pour des miettes, malgré leurs salaires de misère.

• Les travailleurs de l'usine de cartonnages Devoisselle à Dammarie-les-Lys (Seine et Marne) ont repris le travail après dix jours de grève. Les résultats sont les suivants : ils ont obtenu 1,5% au 1<sup>er</sup> avril et 1,5% au 1<sup>er</sup> mai. Le principe de l'amélioration de la prime de vacance et de l'obtention du 13<sup>ème</sup> mois sont acquis, sans toutefois que ce soit plus précisé.

• Les flics ont encore expulsé des grévistes d'une usine qu'ils occupaient. Cette fois, c'est le tour des travailleurs de John Deere à Saran, près d'Orléans. Une riposte immédiate a eu lieu, 800 personnes participaient à une manifestation dès la nouvelle de l'évacuation connue.

# INTERNATIONAL

## UN PETROLIER TEXAN IMPLIQUÉ DANS L'ASSASSINAT DE KENNEDY

Plusieurs éléments nouveaux viennent de relancer de façon peut-être décisive l'enquête de la commission sénatoriale américaine sur l'assassinat de Kennedy.

Tout d'abord, un journaliste néerlandais, Willem Oltmans a mis en cause un certain George de Morenschildt, émigré soviétique qui lui aurait déclaré avoir été un intermédiaire entre Lee Harvey Oswald — le seul assassin selon le rapport officiel du juge Warren — et un milliardaire texan du pétrole, H.L. Hunt. Selon lui, Oswald aurait agi sur ses instructions et il n'aurait pas été seul, des Cubains auraient tiré sur la voiture du président en même temps que lui. Des agents du F.B.I. et de la C.I.A., seraient également en cause.

Or, de Morenschildt a été trouvé mort dans son appartement alors qu'un fonctionnaire de la commission devait le rencontrer. Selon la police, il semble s'être suicidé.

De plus, Oltmans a remis à la commission le texte de l'interview d'un exilé cubain qui lui a déclaré qu'un autre pétrolier texan Lesterlogue lui avait offert 50 000 dollars pour tuer Kennedy. La même personne soutien que Jack Rubi — l'assassin d'Oswald, lui aussi mort d'un cancer et qui prétendait n'avoir jamais connu sa victime — lui avait présenté celui-ci comme un agent de la C.I.A.

La thèse d'une implication de H.L. Hunt, mort d'un cancer en 1974 est corroborée par plusieurs autres faits. En premier lieu, la presse américaine a publié la copie d'une lettre adressée par Oswald à un certain M. Hunt deux semaines avant l'assassinat en 1963. Une copie identique avait été adressée de Mexico par un mystérieux «Senor P.S.», à plusieurs citoyens américains en 1975. Le F.B.I., informé n'avait pas donné de suite à l'affaire. Or, il vient d'être confirmé par la commission que tous les

experts graphologues interrogés ont formellement reconnu l'écriture d'Oswald.

D'autre part, l'infirmier en chef de l'hôpital de Parkland a affirmé que cinq fragments de balle avaient été retirés du corps du gouverneur Connally qui se trouvait aux côtés de Kennedy lors de l'assassinat.

Un autre témoin affirme avoir pris des photos montrant des hommes embusqués derrière un talus sur le parcours présidentiel. Ces photos lui auraient été saisies deux jours après l'assassinat par des individus se réclamant du F.B.I. et de la C.I.A.

Tous ces faits accréditent avec plus de vigueur que jamais la thèse déjà évidente d'un complot. Resterait à savoir quelles raisons auraient poussé les pétroliers texans à faire assassiner le président des USA.

On peut aujourd'hui envisager que les milieux américains qui ont tout fait pour empêcher les diverses enquêtes d'aller jusqu'au bout, ne pourront empêcher la vérité de voir le jour, révélant à coup sûr de nouveaux aspects de la pourriture et de la corruption qui règnent au sommet de l'impérialisme américain.

## SUD-LIBAN: L'OFFENSIVE PATRIOTIQUE SE DEVELOPPE

Depuis dimanche, l'offensive des forces palestiniennes et patriotiques libanaises se poursuit en accumulant les victoires. Après le village de Taybé, libéré mardi, le village important d'Al Khiam, qui donne sur la ville de Marjeyoun, vient d'être libéré. C'est l'encerclement de Marjeyoun, encore occupée par les forces fascistes libanaises, qui peut être libérée d'un moment à l'autre. Toute une série de villages le long de la frontière avec l'État sioniste ont aussi été libérés: Markaba, Houla, Miss el Jebell, Blida, et Aitaroun, Qoleya, Oudeisse. La période de la collaboration des fascistes avec les sionistes dans les villages du sud touche à sa fin.

Dans le reste du Liban, on suit très attentivement la situation du sud. Le gouvernement libanais envisage d'envoyer une armée libanaise de 2 000 hommes, à la demande du ministre de la Défense, ce qui ne plait pas du tout aux fascistes, qui font toujours des appels pour «internationaliser» le conflit en demandant la présence des forces de l'ONU dans cette région. Sentant leur fin approcher au sud, les fascistes ont réuni une conférence de presse et ont demandé l'aide des chefs d'États arabes. Mais ceux-ci sont opposés aux demandes fascistes, sur la question de l'internationalisation, comme sur celle de la collaboration avec les sionistes. D'autre part, à l'intérieur du Liban, la lutte contre les fascistes et les sionistes a ressoudé les rangs de plusieurs forces même celles qui sont passées du côté du régime syrien l'été dernier: le chef chiite, Moussa Sadr a déclaré au cours d'une réunion sur le sud: «Nous sommes fermement opposés à toute ouverture vers l'ennemi israélien et nous considérons comme trahison nationale toute collaboration avec l'ennemi». Les milices de la Saïka participent activement aux combats, aux côtés de tous les patriotes. Le regroupement des forces autour de cet objectif a permis de libérer une série de villages et de repousser des attaques acharnées des forces fascistes sur Taybé, qu'elles essaient de reprendre et sur Aitaroun. Il permet aussi de passer à l'attaque chez les sionistes,

en attaquant des colonies, Migav Am, à Metoulla.

Du côté fasciste, comme du côté sioniste, c'est la panique. A la télé israélienne, les responsables ont expliqué que les travailleurs libanais ne pouvaient plus venir travailler du fait de la guerre, car en plus de l'occupation des villages, les fascistes transportaient tous les jours des travailleurs libanais de ces villages vers les usines et plantations

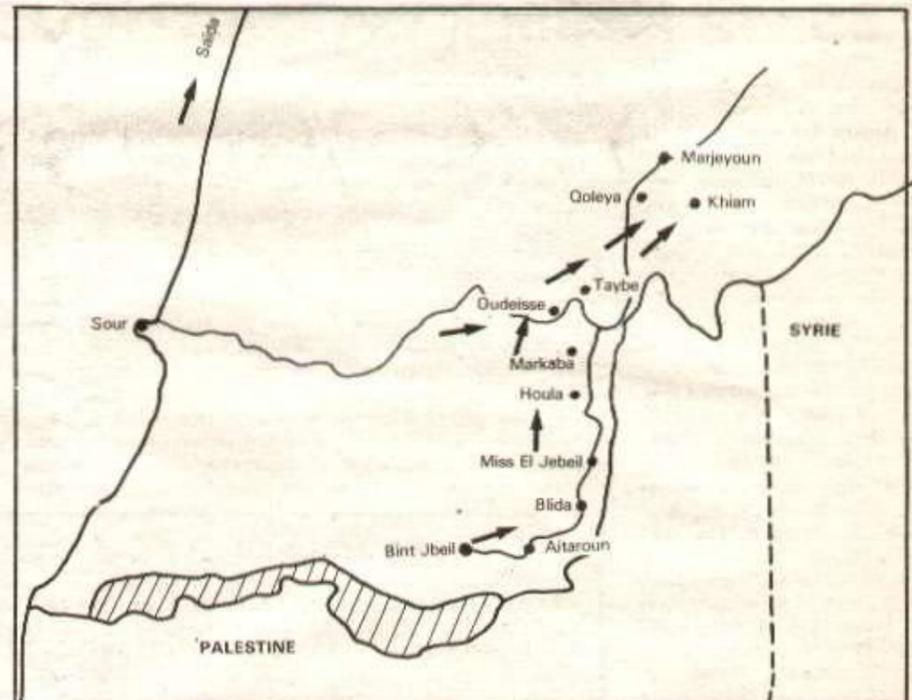
sionistes, en camion, comme les sionistes font avec les travailleurs palestiniens en Palestine. La panique des forces fascistes est bien démontrée dans «Le Figaro» qui faisait son reportage du côté sioniste. Les fascistes qui fuyaient vers Israël disaient: «Nous sommes très fatigués. Écrivez pour que le monde sache que nous ne pouvons plus tenir longtemps».

suite leur intervention. Mais la présence de forces importantes palestiniennes le long des frontières les inquiète de plus en plus: ils pensent à la «sécurité de la Galilée» région en bouillonnement depuis la «Journée de la terre» le 30 mars 1976. Le rapprochement des forces palestiniennes ne peut qu'être favorable aux luttes à l'intérieur de la Palestine surtout en Galilée, région à la frontière libanaise occupée en 48.

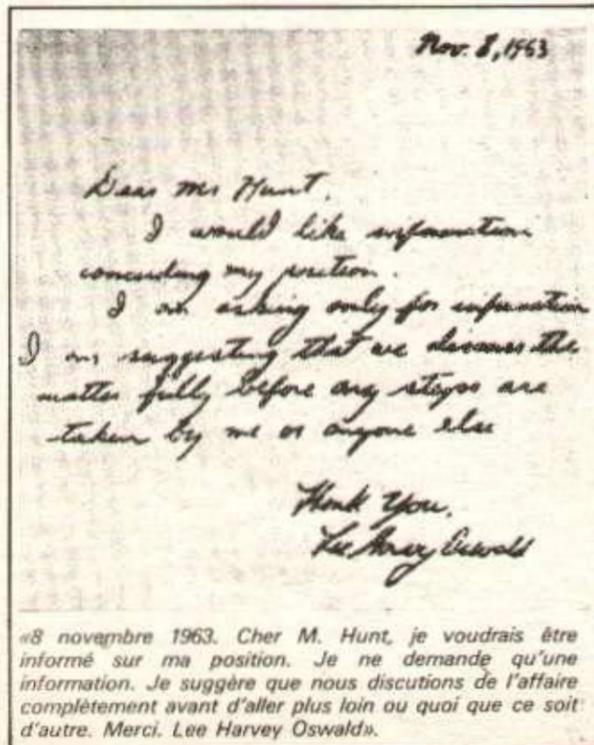
Les dirigeants sionistes continuent toujours à dire que cette guerre n'est pas la leur, ce qui signifie qu'ils n'envisagent pas tout de

Yomna al Khalil

Depuis les accords de Ryad, la Résistance Palestinienne, loin de remettre ses armes, les a stationnées au sud, dans la perspective de combattre l'ennemi sioniste. Elle a empêché toute provocation visant à diviser ses rangs et à préparer le terrain de la bataille du sud. C'est par son travail important auprès des masses libanaises du sud après les accords de Ryad que cette offensive a été possible.



→ L'offensive patriotique  
▨ Zones encore aux mains des fascistes



«8 novembre 1963. Cher M. Hunt, je voudrais être informé sur ma position. Je ne demande qu'une information. Je suggère que nous discutons de l'affaire complètement avant d'aller plus loin ou quoi que ce soit d'autre. Merci. Lee Harvey Oswald».

### Allemagne de l'Ouest : le procureur fédéral de Karlsruhe tué au cours d'un attentat

Le Procureur fédéral Siegfried Buback a été tué jeudi matin à Karlsruhe au cours d'un attentat. Deux hommes masqués en moto ont doublé sa voiture. Arrivés à sa hauteur, ils ont tiré plusieurs rafales de mitraillettes, puis se sont éloignés à toute vitesse. Buback était l'organisateur de la « lutte contre le terrorisme » et assurait la direction du Parquet fédéral de Karlsruhe, qui est chargé à la fois des atteintes à la sécurité intérieure et extérieure du pays. Buback avait auparavant dirigé pendant 8 ans les services de contre-espionnage à la cour suprême fédérale, et à ce titre avait pris en charge les poursuites contre l'agent est-allemand Gunter Guillaume, proche collaborateur de l'ex-chancelier Willy Brandt. Il avait également dirigé les recherches contre la « bande à Baader-Meinhof », fraction armée rouge. Aussitôt après l'attentat, une gigantesque chasse à l'homme a été organisée en RFA. Des barrages de police ont été mis en place et les recherches se poursuivent.

### L'Humanité : il y a droits de l'homme et droit de l'homme

«L'Humanité», journal du PCF publiait hier deux nouvelles, côte à côte, l'une concernant une déclaration du collabo Jan Fejes, procureur général de Tchécoslovaquie qui estime que les personnes qui se livrent: «à de la propagande anti-socialiste et des activités contre l'État ne peuvent réclamer aucun droit ni liberté». Et «L'Humanité» de verser des larmes de crocodiles en commentant: «Peut-on accuser d'agir contre le socialisme des personnes qui réclament le respect des droits de l'homme et de la liberté d'opinion?»

La publication à côté, sans commentaire, de la déclaration de Castro, qui, se servant de la nature impérialiste des USA, assimile tous défenseurs des droits de l'homme dans les pays révisionnistes, à des agents de l'impérialisme américain, montre bien la nature des (faibles) protestations des révisionnistes français concernant la défense des droits de l'homme dans les pays de l'Est. En fait, entre le fascisme et les combattants anti-fascistes, «L'Humanité» choisit le fascisme!

Pour préserver le pouvoir des racistes :

## ● 250 000 AFRICAINS NOIRS ENVOYÉS EN CAMP DE CONCENTRATION EN RHODÉSIE

## ● ETAT DE GUERRE EN AFRIQUE DU SUD

En Rhodésie, les «forces de sécurité» au service du raciste Ian Smith ont déclaré lundi que des milliers de noirs sont actuellement envoyés dans des «villages protégés». Expérimentés déjà par le Portugal au Mozambique et par les USA au Vietnam, ces villages sont de véritables camps de concentration, cerclés de barbelés et surveillés par des troupes en armes.

Cette opération doit se poursuivre dans les

prochains jours : il ne s'agit pas moins que d'enfermer de la sorte toute la population de la Honde Valley, lieu où les forces de libération des combattants du Zimbabwe sont particulièrement actives. Sept villages sont construits dans cette vallée, peuplé chacun d'environ 2 500 personnes. Au total, les racistes prévoient d'enfermer ainsi 250 000 noirs.

Ceci dans le but d'empêcher les combattants de la guérilla de recevoir le soutien (nourriture, abri, soins) que la population leur apporte massivement et spontanément. «C'est un exercice périlleux», déclare le porte-parole des forces racistes. «Il y faut des troupes nombreuses. Mais nous sommes satisfaits car ce contrôle exercé sur la population est la clé qui nous permettra de mettre fin avec succès à l'insurrection».

«Les noirs sont souvent réticents, ajoute-t-il, et il faut les persuader pour les faire entrer dans ces villages. Si parfois certains renâclent, il faut les empôigner, les bousculer, et leur dire : allez, prenez cette machine à coudre, mettez-la sur le camion. Fais-le parce que de toute façon on y va, que tu le veuilles ou non».

En Afrique du Sud, face au développement des luttes contre les racistes, le régime de Vorster a pris de nouvelles mesures qui, venant renforcer l'arsenal répressif déjà mis en place, inclinent de plus en plus le pays vers la dictature.

«Nous sommes aujourd'hui entraînés dans une guerre, que nous le voulions ou non», déclare un rapport sur la défense présenté au Parlement la semaine dernière. La défense d'un pays exige une application permanente, de la vigilance, une acceptation des sacrifices de la part de tous ceux qui ont le privilège de vivre dans ce pays». «Il faut,



déclare le ministre raciste de la défense, coordonner notre action dans tous les domaines, militaire, psychologique, économique, politique, sociologique, technique, diplomatique, idéologique et culturel».

Les dernières en date des applications concrètes de ce programme prévoient un accroissement de 21% du budget militaire, qui passe ainsi à 1,9 milliards de dollars, soit près de la moitié des dépenses du gouvernement raciste. En même temps, un plan est mis en œuvre pour multiplier les relations avec les impérialismes occidentaux, par lesquels Vorster se sent lâché peu ou prou, en particulier envers les USA. Après

l'interdiction des grèves pour les habitants de couleur noire, voici cette interdiction étendue aux travailleurs blancs. L'armée dispose de tout pouvoir de réquisition, un système a été mis en place pour obliger la presse à s'autocensurer.

Ce durcissement simultané des régimes racistes d'Afrique Australe, si grave qu'il soit pour les populations noires, n'est guère autre chose que l'aveu de leur faiblesse, une tentative désespérée et vouée à l'échec. Le développement de la lutte armée, qui reçoit un soutien massif de la population, l'échec des tentatives de diversion avancées par Smith (agression du Mozambique, discussions avec des leaders noirs fantoches),

les luttes de plus en plus violentes en dépit de la répression qui se sont développées au Cap et dans toute l'Afrique du Sud, ont conduit à un isolement total des régimes racistes sur le plan international : aujourd'hui, les impérialismes occidentaux, sentant que le mouvement de libération est irréversible, ne sont plus prêts à les heurter de front et s'efforcent de trouver des accommodements pour préserver leurs intérêts dans la région. Isolés de la sorte, menacés de l'intérieur surtout, les racistes jouent le tout pour le tout. Mais les événements antérieurs montrent bien que cette répression qui s'affirme ne pourra que renforcer la lutte de libération.

Fin de la visite de Sadate aux USA :

## LIMITES DE L'OUVERTURE DE SADATE VERS LES USA

Après trois jours de discussions avec le président américain, le président Sadate paraît satisfait de son voyage : «Le président Carter et moi sommes d'accord sur un certain nombre de points et pas sur d'autres, mais l'important est que je reparte des États-Unis avec une totale confiance en lui».

En réalité, en examinant les points discutés, sur la situation du Proche-Orient, de grandes divergences apparaissent entre les désirs de Sadate et ceux des Américains.

Pour Sadate, le premier pas vers la «paix» doit être la reconnaissance de l'OLP, cette reconnaissance étant une condition indispensable pour tout règlement. Sur ce point essentiel, les Américains ne sont pas d'accord avec Sadate, au contraire. Ils ont plutôt demandé que les régimes arabes fassent des pressions sur l'OLP pour l'englober dans tout règlement.

Le deuxième point discuté porte sur la question des frontières d'un État palestinien sur la seule Cisjordanie, partie de la Palestine occupée par les sionistes en 67. La nouvelle politique américaine avait été exposée il y a quelques temps par ses dirigeants : il s'agit d'accepter un retrait israélien de quelques terres de Cisjordanie, de les donner à des Palestiniens ou des autres arabes, mais de créer une zone tampon sur les terres évacuées pour y mettre des forces de l'ONU. Cette proposition est inacceptable pour Sadate, qui a insisté pour que l'État palestinien soit souverain : «La souveraineté est indivisible. Nous ne pouvons avoir deux frontières. Il y a toujours une seule frontière pour un pays», a déclaré Sadate dans une conférence de presse. D'autre part, Sadate est plutôt pour créer des zones démilitarisées le long de la frontière, mais des deux côtés de cette frontière.

Sur la question de la livraison d'armes américaines à l'Égypte, les USA ont fait un pas en avant : celui d'accepter de discuter de cette question, puisqu'ils le refusaient avant. Mais il n'est pas du tout certain que ces armes soient livrées, car Israël et certains diri-

geants américains les considèrent offensives, et non défensives comme le dit Sadate, malgré ses déclarations sur l'Afrique : «Je ne veux pas me réveiller un jour passé entre l'Angola et le Zaïre, un affrontement entre l'Éthiopie et le Soudan». Il a aussi déclaré que les États-Unis avaient une «obligation morale» de livrer des armes à l'Égypte, mais tout cela ne peut convaincre les USA qui préfèrent assurer leur base sioniste dans la région.

Malgré la «totale confiance» de Sadate en Carter, le fossé se creuse, et la politique d'ouverture de Sadate en direction des USA connaît des limites. Ceux-ci sont prêts à prendre la place de l'URSS dans la région, mais sans donner quoi que ce soit en retour : ni armes, ni concessions valables pour les régimes arabes.

Or pour avancer dans un règlement, les pays arabes ont besoin de cela. Ils ne peuvent aller à Genève dans un état d'infériorité à Israël, sinon l'État sioniste ne donne aucune concession. Depuis la guerre de 73, les régimes arabes ont donné trop de concessions, dans le but d'un règlement impérialiste de la question du Proche-Orient, Israël n'a rien donné. Les chances de règlement deviennent de plus en plus réduites, et celle de la guerre de plus en plus fortes. Pour les régimes arabes, il s'agirait de rééquilibrer les forces pour un nouveau règlement, et pour la Résistance Palestinienne et les masses arabes, il s'agit d'engager la guerre contre l'ennemi de la région, pour poursuivre leur objectif stratégique, la libération de la Palestine.

## En bref... En bref...

rassemblement où étaient attendues plus de 150 000 personnes. Suarez a précisé que cette interdiction était liée au fait que certains organisateurs entendaient faire de cette journée une journée de lutte.

● NÉGOCIATIONS SUR CHYPRE : Les entretiens entre

les deux délégations grecque et turque sur le règlement à Chypre se sont achevés hier à Vienne, sans qu'aucun accord ne soit intervenu. La délégation turque a refusé le plan proposé par les Grecs d'un État fédéral indépendant. Les négociations se poursuivront ultérieurement à Chypre.

## Castro

### LE LOUP QUI CRIE AU LOUP

Castro, qui est à Moscou depuis lundi afin de rendre compte à son maître soviétique des résultats de sa tournée africaine, a déclaré, lors d'une réception au Kremlin : «Ceux qui ont visité l'Afrique et vu les traces du colonialisme, de l'impérialisme et du racisme comprennent quels droits de l'homme les impérialistes défendent».

Ainsi Castro, visant directement les déclarations de Carter sur la défense des droits de l'homme en Union Soviétique se sert de la réalité de l'impérialisme américain qui a pillé de nombreux pays du Tiers-

Monde, et qui maintient ses troupes d'agression dans de multiples endroits du globe, afin de préparer, sous un verbiage de «libérateur», et d'«internationalisme» l'agression de l'autre superpuissance, le social-impérialisme soviétique. En Afrique, avec ses 10 000 hommes de troupe et ses 10 000 conseillers répartis dans les ministères en Angola, avec l'intervention au Zaïre des ex-«gendarmes katangais» qui sert les projets du social-impérialisme, Cuba, (et donc Moscou) dispose du plus gros corps expéditionnaire étranger stationné en Afrique.

Malgré tout, les Soviétiques auront beaucoup de mal à arriver à leurs fins, l'expérience angolaise étant là pour montrer aux Africains la nature de cette «aide» soi-disant désintéressée. Toutes les manœuvres de Moscou afin d'assurer sa domination sur le continent africain sont vouées à l'échec. Les pays africains en exigeant récemment le retrait de toutes les flottes étrangères de l'Océan Indien viennent encore de l'affirmer.

P. V.

#### ● NAMIBIE :

Les ambassadeurs des USA, de la Grande Bretagne, de la France, du Canada et de la République Fédérale Allemande, les cinq pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, ont effectué hier une démarche à Pretoria auprès de Vorster, pour lui proposer d'agir en vue de trouver les moyens permettant l'accession de la Namibie à l'indépendance.

#### ● ESPAGNE :

Le gouvernement de Suarez a décidé d'interdire la réunion qui devait se tenir dimanche prochain au Pays Basque, à l'occasion de la fête nationale.

# INTERVENTION CENTRALE

prononcée par Charles VILLAC

(Extraits)

5

Le socialisme est inséparable de ce renversement des rôles. Ceux qui jusque-là subissaient une loi définie ailleurs, étaient spoliés de toute initiative, seulement libres de choisir à date fixe, au moment des élections, qui allait, parmi la classe possédante, le mieux fouler au pied leurs libertés et leurs intérêts, ceux-là mêmes ont à décider de tout. Désormais, tous les travailleurs ont à remplir ces fonctions d'Etat, ce gouvernement des hommes qui était jusque-là l'apanage d'un corps parasite. La société socialiste est mue toute entière par le bas, par ces regroupements des travailleurs, jusque-là réduits à leur simple fonction de producteurs ; bien sûr la tâche n'est pas simple, rien ne les y a préparé et ils doivent lutter contre l'habitude de la passivité, et de la soumission. Cette lutte est vitale, si l'on ne veut pas voir une minorité, parlant au nom de la masse, s'approprier le pouvoir. Cette lutte pour l'initiative, pour s'extraire de l'ignorance, pour apprendre et exercer le pouvoir marque tout le cours de la société socialiste. Mais son enjeu est de taille : s'agit-il de balayer les vestiges de l'exploitation ou de la faire resurgir ? Aussi les souvenirs de la vieille société et le goût tout neuf de l'exercice du pouvoir s'allient-ils chez les travailleurs pour conjurer le retour des exploités. Cette tâche historique a été préparée par les batailles antérieures.

Pour faire la révolution, la classe ouvrière devra en effet, à la fois souder ses rangs, écarter ceux qui lui promettent son émancipation tout en renforçant la dictature bourgeoise, et forger son parti, dont elle aura vérifié le strict caractère de classe et la capacité révolutionnaire à la guider dans la lutte. Pour avoir accompli toutes ces tâches, la classe ouvrière sera en mesure de diriger en tout. Pour cela, deux conditions impératives devront être remplies.

— D'une part, il faudra que les travailleurs aient tous les moyens de juger, d'enquêter, de connaître. L'exercice de la démocratie prolétarienne implique que tous les travailleurs, et non seulement une frange d'entre eux, puissent se prononcer, élaborer tous les choix d'ensemble qui se présentent au pays. En effet, ce n'est pas seulement leurs propres affaires liées au travail, aux préoccupations quotidiennes, que les travailleurs auront à gérer. Ils ne seraient pas vraiment alors maîtres de la société, ils devraient confier à d'autres le soin de faire la politique d'ensemble, ce ne serait pas le socialisme, mais en premier lieu, ce sont bien les choix d'ensemble, la politique du pays qui leur revient. Aussi chaque communauté de base, de l'entreprise, du quartier, du village doit-elle disposer de tous les moyens d'information. Ceux-ci, qui sont étroitement placés aujourd'hui sous le contrôle de la bourgeoisie, sont devenus la propriété des travailleurs, la presse, la télévision, la radio, le cinéma sont leur affaire, mais aussi, la possibilité de recourir à l'enquête directe, à l'envoi de délégués dans toutes les structures de l'Etat prolétarien leur est constamment ouverte ;

— D'autre part, il est nécessaire que le temps de travail productif soit réduit, de manière à ce que les travailleurs aient la possibilité effective de diriger le pays et de s'éduquer pour le mieux diriger. Le socialisme est en effet une immense école de type nouveau, dans laquelle les travailleurs apprennent à maîtriser les lois de la nature et de la société, et ce faisant à se passer le plus vite possible des experts, des spécialistes, qui doublent leur savoir technique d'un pouvoir social. Bien sûr, ils ne pourront s'en passer dès le début, faute de quoi, la société socialiste ne

pourrait fonctionner, mais ils se donnent tous les moyens d'assurer par eux-mêmes, non seulement le contrôle de ces experts, mais leur remplacement. Ils réduisent jour après jour de la sorte l'écart entre travail manuel et travail intellectuel qui marque la société d'exploitation et qui persiste encore sous le socialisme, ils lèvent les barrières que la bourgeoisie a placées pour perpétuer leur soumission, les barrières du savoir et du pouvoir.

Rassemblés dans les communautés de base, les travailleurs n'ont pas en vue l'horizon borné de l'usine, du quartier et du village, ils ont à assumer la direction des affaires du pays, ils ne sont pas repliés sur le cercle étroit de leurs intérêts égoïstes, mais doivent définir les choix centraux, la politique d'ensemble. Ils sont donc amenés à faire connaître leur point de vue, leur décision par l'intermédiaire de délégués, à tous les niveaux, qui sur le plan du pays se rassemblent en un gouvernement unique, faisant fusionner les tâches législatives et exécutives, appliquant les lois qu'ils ont votées sur la base des choix prononcés par les communautés dont ils sont issus. Afin d'éviter que ces délégués ne s'élèvent au dessus de la masse des travailleurs et ne se coupent d'elles, pour bien signifier où se trouvent les centres de décisions essentiels, ces délégués ne bénéficient d'aucun avantage particulier, ils reçoivent le salaire d'un ouvrier et sont à tout moment révocables. Ils sont eux-mêmes placés sous le contrôle des travailleurs. Ainsi s'allient dans le pouvoir de classe du prolétariat organisé pour l'exercer et la centralisation indispensable et la plus directe des démocraties.

Dans la société socialiste, le gouvernement et l'administration qui subsistent de manière centralisée sont un gouvernement et une administration à bon marché. La masse pléthorique des fonctionnaires, tout le personnel devenu parasite par lequel la bourgeoisie maintient en place sa domination sur le peuple sont progressivement orientés vers les tâches de production. La société socialiste proclame l'obligation de chacun à participer au travail, plus d'oisifs ni de parasites, plus de mépris pour le travail productif, mais l'effort conscient de millions d'hommes dans leur marche au communisme. Cette cohésion des masses populaires ne résulte pas d'une contrainte extérieure, elle se fonde sur la discipline de classe acquise dans la lutte, et avant tout sur la responsabilité provenant de l'expérience pratique de l'édification du socialisme, la vérification par les résultats obtenus de la justesse des choix opérés. La principale contrainte, au sein des masses est celle qui consiste à appliquer ce que la majorité a librement décidé, cette contrainte démocratique au sein du peuple, qui vient après les efforts de persuasion réciproque n'a rien à voir avec la fermeté implacable que la classe ouvrière exerce à l'endroit des tentatives de restauration capitaliste des anciens exploités. Aussi la dictature du prolétariat, qui préserve comme la prunelle de ses yeux le socialisme naissant a-t-elle deux poids et deux mesures : les uns pour le peuple, les autres pour les exploités, car ce n'est qu'avec la disparition, en tant que classe des exploités que l'égalité de chaque homme au sein de la société deviendra la règle absolue, dans le communisme ; avant cela il faut éviter tout retour en arrière.

(à suivre)

## INTERVIEW INTERVIEW INTERVIEW

Entretien, à sa demande, de Victor Fainberg avec des ouvriers du PCRml

**«L'OUVRIER SOVIÉTIQUE RESSENT DE PLUS EN PLUS LE FAIT QU'IL N'AIT AUCUNE DÉFENSE»**

Les dissidents soviétiques, exilés, qui poursuivent le combat contre le fascisme soviétique, recherchent dans les pays occidentaux les forces susceptibles de prendre en charge la cause de la lutte contre le régime fasciste en URSS et sa politique de préparation à la guerre. Les forces politiques bourgeoises, révisionnistes, et aussi les trotskystes leur apparaissent nécessairement, progressivement, pour le moins inconséquents ou franchement capitulaires, munichoises dans leur opposition à l'URSS. Bien qu'ils aient souvent une vision complètement déformée de l'histoire du mouvement communiste et ouvrier, nombre d'entre eux placent leurs espoirs dans une solidarité de la classe ouvrière, comme force la plus puissante et la plus conséquente à terme d'opposition au fascisme soviétique.

Nous retraçons ici l'entretien que V. Fainberg, a eu, à sa demande, avec des ouvriers du PCRml. Nous en avons retenu les éléments qui constituent un témoignage sur les conditions d'existence et l'état d'esprit de la classe ouvrière en URSS. Il est à noter, qu'en tant qu'ouvrier, Fainberg n'a connu la société soviétique qu'après la mort de Staline et le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS.

V. Fainberg a posé de nombreuses questions sur le niveau de vie, les conditions de travail, l'organisation syndicale des ouvriers en France, leur état d'esprit.

Mais dans le même temps, il a par comparaison donné un aperçu de la situation de la classe ouvrière en URSS.

V.F. : «Depuis trois ans que je suis en Occident, je n'ai jamais rencontré d'ouvriers. Je craignais qu'il n'y en ait pas. Je n'ai rencontré que des étudiants représentants d'organisations politiques».

### HEURES SUPPLÉMENTAIRES ENDETTEMENT CHRONIQUE

En URSS, les heures supplémentaires sont payées une fois et demi de plus que les heures ordinaires et les samedis et dimanches 2 fois plus. En réalité, étant donné le cycle de travail, au début du mois habituellement, il n'y a pas de matériaux, les ouvriers ne font pratiquement rien, ils sont complètement livrés à eux-mêmes, et à la fin du mois, lorsque tout cela arrive, ils travaillent et ils n'ont pas le temps de

réaliser le plan du mois. C'est pourquoi on leur demande de travailler samedi et dimanche, mais comme la direction a peur de dépasser les limites des salaires, on leur propose de travailler les samedis et dimanches sans recevoir l'argent et les ouvriers acceptent parce que celui qui n'est pas d'accord, on le mute dans un boulot qui ne peut lui assurer l'argent nécessaire pour vivre.

Nous, cela fait des années que, avec un seul salaire, on n'arrive pas à vivre. En ce qui concerne les dettes, avant de recevoir leur salaire les gens ont fait des dettes. En ce qui concerne ceux qui ne font pas de dettes, on dit d'eux «il ne boira même pas un demi litre après son salaire». Le Soviétique a un médicament très efficace contre le malheur : deux fois par mois, lorsqu'il reçoit son avance sur salaire, les fermes sortent sur le porche

# plein succès du rassemblement communiste

Un dissident soviétique témoigne :

«EN URSS, IL N'EXISTE PAS UN SEUL HOMME QUI SOIT LIBRE»

## «CHEZ MOI À L'HEURE ACTUELLE, C'EST LA RÉSISTANCE SOVIÉTIQUE»

Intervention de Victore Fainberg

Dans le cours du Rassemblement Communiste du 3 avril, la parole a été donnée à un dissident soviétique, Victor Fainberg, représentant du mouvement des droits de l'homme en Union Soviétique. Il s'agissait d'apporter un témoignage direct sur la réalité quotidienne de la dictature fasciste en URSS d'une part, sur le développement du mouvement d'opposition, de plus en plus conscient, depuis Helsinki, de lutter non seulement pour les libertés démocratiques en URSS, mais pour l'indépendance et la liberté des peuples d'Europe, notamment, menacés par la politique expansionniste et agressive des maîtres du Kremlin. Nous n'avons pas caché que des divergences profondes existent entre nombre de dissidents et nous sur les origines du fascisme soviétique. Mais nous avons souligné nettement que, dans les conditions actuelles, ce qui est principal, ce qui nous unit, c'est le combat contre le social-impérialisme, le social-fascisme soviétiques. Le combat des dissidents soviétiques,

aujourd'hui, pour autant qu'il ne recouvre pas le soutien à un autre fascisme, comme c'est le cas pour Soljenitsyne, va-t-il oui ou non dans le sens des intérêts du prolétariat soviétique, et du prolétariat révolutionnaire dans son ensemble ? C'est là la question décisive pour les communistes.

Inverser complètement le principal et le secondaire, rejeter comme des contre-révolutionnaires les dissidents soviétiques, sous prétexte que ce ne sont pas des marxistes-léninistes, c'est étouffer leurs voix, c'est se mettre simplement au service du social-impérialisme. C'est ce qu'ont tenté de faire une poignée de perturbateurs, cherchant à provoquer Fainberg, à l'empêcher d'apporter son témoignage sur l'essentiel. La mise au point du secrétariat politique du Parti et l'attitude de l'écrasante majorité de la salle, les ont réduits à la déconfiture et au silence.

— Tu as subi toi-même, la répression fasciste en URSS, peux-tu témoigner ici de l'ampleur de cette répression qui frappe, et comment elle frappe chaque jour ?

— Je veux vous remercier de m'avoir donné la possibilité de m'avoir accordé en tant que représentant du mouvement des droits de l'homme en Union Soviétique, de rencontrer les ouvriers français.

Cela m'est particulièrement agréable, parce que moi-même j'ai travaillé comme ouvrier toute ma vie. Je représente un mouvement, le mouvement des droits de l'homme en Union Soviétique qui n'est pas un mouvement politique dans le sens strict de ce mot.

Notre mouvement comprend des personnes d'opinions politiques différentes, parce qu'en Union Soviétique, et là, je réponds à la question que l'on m'a posée à propos des répressions, les répressions ont créé une telle si-

tuation, qu'aucun mouvement politique et même aucune discussion n'est possible de la même façon que sous l'occupation fasciste, aucun mouvement politique n'était possible dans votre pays. C'est pourquoi chez vous, au moment de l'occupation fasciste, il n'y avait qu'un mouvement, c'était le mouvement de la résistance, la résistance française.

Chez nous, à l'heure actuelle, c'est la résistance soviétique. Nous aurons des mouvements politiques et une lutte politique, lorsque la résistance soviétique aura la victoire. Mais notre monde à l'heure actuelle est devenu tellement petit, que notre mouvement ne peut pas être isolé, et le destin de notre mouvement, le sort du peuple en Union Soviétique, dépendent du développement de la solidarité en Occident, et dans votre pays ; et maintenant j'aimerais expliquer les formes que prend la répression en Union Soviétique. Avant

tout qui subit la répression ?

J'aimerais dire qu'en Union Soviétique, il n'existe pas un seul homme qui soit libre, y compris Brejnev, est-ce qu'un homme peut être libre s'il est forcé de mentir tous les jours ? Mais la société soviétique est une société de classe de type particulier, Brejnev et le gouvernement soviétique et la couche supérieure du parti représentent les intérêts d'une élite ; c'est une élite peu nombreuse qui est constituée par les sommets du parti, de l'administration, de l'armée. Elle a certaines libertés limitées, ils ont même la possibilité de lire les journaux étrangers, ils ont un réseau de magasins particulier, et des magasins de distribution, ils ont même des voitures.

En ce qui concerne la classe ouvrière, la paysannerie, et l'intelligentsia, ils n'ont absolument aucune liberté. Les seules personnes libres en Union Soviétique, sont les gens qui se

permettent de dire ce qu'ils pensent : ils sont enfermés dans les camps, les prisons et dans les hôpitaux psychiatriques. Il y a environ 30 000 personnes de ce type. (...)

À l'heure actuelle, les mouvements ouvriers commencent en Tchécoslovaquie, en Pologne, lorsque l'Union Soviétique se trouve sur le seuil de larges manifestations de la classe ouvrière, je vous adresse un appel (...)

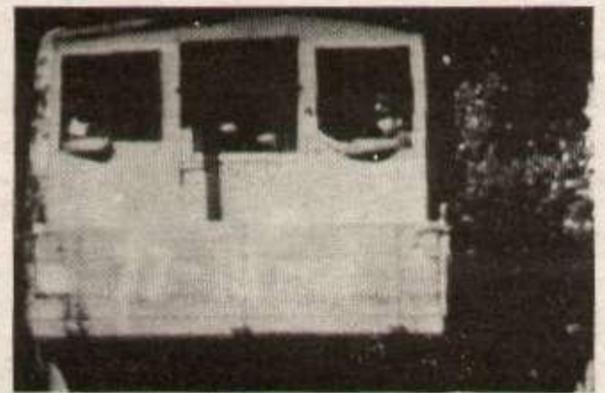
J'aimerais dire que c'est de vous que dépend le développement de la sécurité en Europe. Ce n'est qu'un large mouvement de solidarité avec les opprimés en URSS, ce n'est qu'une position de boycott ouvrier qui peut forcer le pouvoir soviétique à reculer.

Si, par contre, cela ne se manifeste pas, la direction soviétique envisagera la solution à ses problèmes intérieurs à la faveur de l'agression extérieure, comme cela a été prouvé sur les territoires de la Tchécoslovaquie.

## MISE AU POINT DU SECRÉTARIAT POLITIQUE

Le PCRml tient à rendre clair les raisons pour lesquelles il a invité Victor Fainberg, dissident soviétique aujourd'hui. S'il ne partage en aucune façon l'appréciation d'ensemble portée sur l'histoire de l'Union Soviétique, le PCRml juge indispensable de soutenir le mouvement d'opposition à la dictature social-fasciste qui s'exerce sur les peuples soviétiques aujourd'hui. Ceci constitue l'aspect principal, du mouvement de résistance dont Victor Fainberg fait partie. Mais tout aussi nettement et pour éviter toute confusion il tient à rappeler de la manière la plus ferme, que jusqu'au milieu des années 50, c'est le système socialiste qui prévalait en Union Soviétique, et que c'est après cette période que le capitalisme fut restauré, sous l'impulsion du XX<sup>e</sup> congrès du parti communiste d'Union Soviétique. Mais est-ce que les marxistes-léninistes ne seraient pas capables quant à eux d'une analyse dialectique de la réalité, et tout en soutenant aujourd'hui le mouvement de résistance à la dictature social-fasciste, de maintenir bien haut que jusqu'au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, l'Union Soviétique était un pays socialiste. Apprenons à discerner dans chaque situation concrète le principal du secondaire. C'est cela être révolutionnaire.

Dans les dix grands rapports, le camarade Mao Tsé-toung, jugeant l'œuvre de Staline indiquait que le positif et le négatif étaient dans un rapport de 7 à 3. Cette appréciation montre bien, comment les marxistes-léninistes savent apprécier une situation concrète dans ses éléments contradictoires.



Gardes à l'entrée d'un camp de concentration près de Riga, capitale de la République Soviétique d'Estonie

## INTERVIEW

pour attendre le mari, mais l'ouvrier russe est très rusé, il trouvera toujours la possibilité de partir. Et, un 1/2 de vodka, c'est un minimum qu'il boit après son salaire. En général, c'est 1 litre 1/2 mais c'est très cher et c'est la seule détente. Et c'est pourquoi actuellement l'alcoolisme est développé dans de telles proportions, que les hôpitaux psychiatriques sont remplis d'alcooliques : déception devant le système devant le gouvernement, devant tous les idéaux dans lesquels ils ont été éduqués.

### «LES OUVRIERS N'ONT AUCUNE DÉFENSE»

Parce que nous n'avons pas de syndicat dans le sens où vous le comprenez vous, nous avons des syndicats comme il en existait en Espagne avant. Notre syndi-

cat à nous, ne défend pas les ouvriers, il aide à exploiter les ouvriers parce que leur tâche principale c'est d'assurer le plan. Ils ont un rôle bureaucratique.

Les syndicats, à nous, n'ont plus de signification et c'est pourquoi l'ouvrier ressent de plus en plus son impuissance, le fait qu'il n'ait aucune défense.

La ville où je vivais, était dirigée par le PCUS mais je ne peux pas dire que je prenais en considération les exigences des gens qui vivaient dans les autres villes parce que ces exigences étaient impossibles chez nous, elles finissent dans un camp ou dans un asile psychiatrique.

J'aimerais dire que j'ai travaillé comme ouvrier toute ma vie, j'ai fait mes études le soir sans arrêter de travailler à la production et je vais dire que peut être l'ouvrier russe, n'a de conscience de classe, dans le

sens où vous l'entendez vous, parce qu'on lui dit que les intérêts de la classe ouvrière non seulement concordent avec les intérêts de l'État, mais déterminent les intérêts de l'État en URSS.

Sous Staline et sous Lénine, l'ouvrier avait une «foi» (1). Le sens de son existence, c'était d'assurer le bonheur à ses enfants ou alors prendre la voie de la révolution mondiale, ou alors de prendre la voie de la défense de sa propre société contre les ennemis intérieurs et extérieurs.

Maintenant, cette «foi» est détruite. Ce qu'on écrit dans des journaux scientifiques, ils savent que ce sont des mensonges, mais ils ne connaissent pas la vérité, ils ne voient que le mensonge, c'est ce qui fait que les gens en 10 ou 15 ans, ont complètement perdu leur «foi», c'est ce qui a entraîné ensuite l'alcoolisme effréné.

### «SUR LE SEUIL D'UNE NOUVELLE CONSCIENCE DE CLASSE»

Il n'y a que deux choses en URSS, il y a une variante de la société de consommation qui est apparu et actuellement, chaque ouvrier qualifié est marié, il considère que pour son honneur d'ouvrier, il doit acheter un appartement et des meubles. C'est pourquoi il prend n'importe quoi, il ne mange pas de viande, il travaille avec sa femme, comme des chevaux, il se refuse tout sauf la vodka, et toutes ses forces partent comme cela.

Mais ensuite, il veut vivre encore mieux, mais le système ne le permet pas.

Par exemple, en Occident, les gens reçoivent une certaine nourriture spirituelle.

Quand on pratique une idéologie, on trouve satisfaction dans les discussions, etc. Mais l'ouvrier russe n'a pas tout cela, il sort dans la rue, il voit des lettres qui disent «Vive le parti communiste soviétique» et ce n'est pas seulement aberrant, mais ennuyeux. Et d'autre part, on ne peut avoir le courage de dire la vérité que lorsqu'on est avec ses amis, quand on boit, c'est pour cela qu'on boit et sans lendemain : au commissariat, on vous prend votre argent, il y a des calmes, à coups de pieds. Le mécontentement de la classe ouvrière se fait sous forme de révolte.

C'est à dire que, aussi bien dans l'Allemagne de Hitler qu'en Union Soviétique, on a mis un terme à la lutte de classe, de façon artificielle parce que dans ces régimes, il ne peut y avoir de lutte sociale. Mais actuellement, il arrive un

moment où les ouvriers soviétiques se trouvent sur le seuil d'une nouvelle conscience de classe. Cela, je l'ai très bien remarqué lorsque, au bout de 5 ans, j'ai rencontré des ouvriers, je ne les ai même pas reconnus : avant, ils se plaignaient, ils pensaient qu'ils avaient un mauvais maître, ils disaient qu'ils vivaient mieux, ils ne comprenaient pas que c'était de la démagogie. Maintenant, ils comprennent qu'ils n'ont absolument aucune défense.

En Pologne, il se développe un mouvement ouvrier et en Tchécoslovaquie, il est amorcé. Et après, cela arrive en Union Soviétique.

(1) V. Fainberg considère pour sa part que cette «foi» était de nature religieuse, qui n'est évidemment du tout notre point de vi-

# La Commune au jour le jour

Par Paule Saconnet

Samedi 8 avril 1871



Comme nous l'avons vu au moment du 18 mars, lorsque Thiers et ses acolytes se replièrent craintivement sur Versailles, ils ne disposaient que d'une armée réduite (12 000 hommes) ; et peu sûre, puisqu'une partie déjà avait fraternisé avec les «insurgés». Ils essayèrent bien de rameuter des volontaires, mais hors le lot habituel de mercenaires attirés par la solde et de quelques nobliaux bretons, ils se heurtèrent à l'inertie des bons citoyens.

Mais il se trouvait une réserve importante de soldats moins «contaminés» parce que provenant des campagnes où dominait l'influence du curé. Ces «bons» soldats se trouvaient hélas ! dans les camps de prisonniers en Prusse.

Qu'à cela ne tienne ! Négocions avec Bismarck (qui d'ailleurs ne demandait pas mieux que fût écrasée le plus tôt possible et le plus durement possible la révolution parisienne, car il craignait que le «virus» républicain ne passât la frontière).

Des tractations s'engagent à Rouen où se trouvait le quartier général des troupes prussiennes. Et Jules Favre obtint ce 8 avril le rapatriement accéléré des prisonniers, environ 100 000 hommes.

Cela en échange de la signature bâclée de la paix à Frankfurt où était accordé à Prusse tout ce qu'elle désirait.



Thiers compte aussi beaucoup sur le matériel moderne pour venir à bout de la résistance communarde. «J'étais convaincu, dira-t-il plus tard, que c'était par la puissance des feux que nous triompherions».

Il fait donc venir d'urgence des arsenaux les grosses pièces de marine dont les obus feront tant de ravage dans les rues de Paris, semant la mort, les ruines, l'incendie.



Au fur et à mesure de leur rapatriement, les prisonniers sont isolés dans des camps et soumis à une intense propagande. Par exemple, cette proclamation du général versaillais, Ducrot : «Une tourbe de misérables essaie d'établir le triomphe de la paresse, de la débauche, du brigandage et de l'assassinat. Paris est devenu la proie de ces gens, écume d'une trop funeste guerre. Soldats, allons les en chasser».

Parmi ces rapatriés, il y avait bon nombre de soldats de métier, vieux routiers de la répression au Mexique ou en Algérie, et pour qui comptait avant tout le ravitaillement, la solde l'avancement.

## DANS NOTRE COURRIER

### REMARQUES ET CRITIQUES

#### ● d'Alfortville

Camarades,  
(...)

Tous vos articles «écologiques» étaient passionnants et constituent — avec les reportages de l'Est et de l'Allemagne — une bonne contribution à la lutte contre la politique bourgeoise de destruction accélérée du cadre de vie.

Le texte du N° 392 sur l'écologie, en réponse à la lettre d'un lecteur, était d'une clarté et d'une justesse exemplaires. Et, de fait, le Quotidien se donne, depuis plusieurs semaines, des moyens efficaces pour répondre à cette nécessité de la lutte révolutionnaire aujourd'hui.

Peut-être aurait-il été po-

sitif de mettre en parallèle avec les déclarations des représentants parisiens du mouvement écologique, des propos de militants de base, notamment ceux qui sont engagés dans la bataille du nucléaire (...)

Enfin, j'aimerais bien savoir où en est votre soutien à la lutte du personnel et des usagers de la maternité des Lilas, depuis votre article du ... 6 janvier ! (...)

Ayant pris l'initiative de diffuser quelques tracts lors des Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles, sur le soutien à la lutte du person-

nel et des usagers de la maternité des Lilas, j'ai rencontré un vif intérêt de la part des participants auxquels je me suis adressé. D'ailleurs, cela serait très surprenant que les travailleurs ne se sentent pas concernés par les conditions révoltantes dans lesquelles accouchent la plupart des femmes, à commencer par celles du peuple. L'objectif actuel des usagers, outre le soutien aux Lilas, est d'envisager les moyens d'intervenir collectivement auprès des maternités pour soutenir les femmes qui exigent de bonnes conditions.

D. M. (Alfortville)

#### ● d'Heidwiler

(...)  
Il manque des choses essentielles dans le Quotidien du Peuple, comme des articles sur les loisirs ou permettant un moment de détente ou même de rêver cinq minutes, qui elles aussi font partie de la vie des gens et surtout après une journée dans une boîte, le soir, on recherche aussi un peu de détente.

Articles très bons : articles sur les pêcheurs. Là aussi n'aurait-on pas pu pousser plus loin en demandant à tous de boycotter la poissonnerie-conservatoire russe, mise en vente sur le marché français (Saurry, en outre publicité à la télé). Les articles sur l'OPEP, sur les impôts, sur les régions pauvres étaient pas mal aussi car les premiers font état de ce qui concerne particulièrement les gens quotidiennement, et c'était expliqué de façon claire et simple. Docteur Quotidien est aussi très bon, le feuilleton aussi. (...)

D. G. Heidwiler

#### ● de Mortagne

Camarades,  
(...)

Fidèle lecteur du Quotidien du Peuple depuis le numéro 1, j'aimerais vous féliciter pour les progrès réalisés sur les pages culturelles qui deviennent de qualité, ainsi que les pages politiques.

J'aimerais malgré tout trouver un peu plus de critiques sur les films «d'auteurs» car les films militants sont malheureusement ré-

servés aux grandes villes. (...)

Alors, il est préférable de partir avec une idée plus précise sur le contenu de ces films (ex. Allio : Moi, Pierre Rivière).

De bonnes critiques avec interview étaient intéressantes, telles que sur la Cecilia, l'Affiche Rouge, si mes souvenirs sont exacts. Je crois

que c'est le type de critique que j'attends du Quotidien du Peuple.

Le Quotidien du Peuple est une arme culturelle.  
J.B. (Mortagne au Perche)

#### ● de Nancy

Camarades,  
(...)

Je profite de cette lettre pour vous donner mes impressions sur le Quotidien. La présentation s'est améliorée au fil des mois et surtout les illustrations. J'apprécie surtout les reportages sur les régions : Midi viticole, Bretagne, politique européenne... ils sont clairs et complets.

Par contre, les articles sur la politique mondiale auraient besoin d'un rappel historique parfois.

La série d'articles sur la médecine demanderait à être approfondie, ainsi que ceux sur l'écologie.

H.S. (Nancy)

**front rouge** N° 14  
**EST PARU**

SOMMAIRE

#### Éditorial :

Après le cirque municipal, place aux luttes  
Après les accords de Salt 1 :  
Deux fois plus d'ogives nucléaires en 5 ans

#### Dossier :

L'euro-révisionnisme à l'heure d'Helsinki

#### Régions :

L'aménagement du territoire et la crise (2)

#### Histoire du mouvement ouvrier :

Réformes de structures et courant planiste dans l'histoire de la CGT

#### Notes de lecture :

«Deuxième retour de Chine», pamphlet anti-communiste

#### Écologie :

Des problèmes à débattre

#### Economie :

Relations économiques internationales :  
La dépendance française

Passez vos commandes à Front Rouge  
BP 68 75 019

### Communiqué

Le Centre d'Information sur le Mozambique — 14, rue Nanteuil - 75015 Paris - nous écrit pour nous présenter ses publications :

#### 1) Livres :

«Le processus de la révolution démocratique et populaire au Mozambique (textes du Président du FRELIMO 1970-1974)»

«Le peuple mozambicain - Groupe Afrique Lausanne. Prix : 35 F.

#### 2) Brochures :

a - «Faire de l'école une base du pouvoir populaire». Prix : 4 F.

b - «L'université Eduardo Mondlane» (discours de Samora Machel, le 1<sup>er</sup> mai 1976). Prix : 4 F.

c - «Résolution sur les villages communautaires» (Huitième session du Comité Central du FRELIMO, 11-27 février 1976). Prix : 4 F.

d - «Organiser la classe ouvrière pour la grande offensive de la production» (Discours de Samora Machel à la classe ouvrière, octobre 1976). Prix : 4 F.

e - Programme et Statuts du 3<sup>e</sup> Congrès du FRELIMO (3-7 janvier 1977). Prix : 6 F.

Les commandes doivent être adressées à :

Centre d'Information sur le Mozambique \*  
14, rue Nanteuil - 75015 Paris  
Le règlement doit être joint par mandat-lettre ou par chèque bancaire à l'ordre du trésorier : Michel Samuel.  
Permanence : le vendredi de 15 h à 19 h. Tél. 531.43.38.

### NOTRE NOUVEAU NUMÉRO :

636.73.76.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais. Agence ZU 470. compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

## 69<sup>e</sup> épisode

Avant de gagner la montagne, les derniers maquisards faisaient sauter les dépôts de munitions. A Chabotte et à La Rivière, deux écoles avaient giclé vers le ciel, et dans les débris de pierres et de poutres en feu, les bandes de mitrailleuse chauffées à blanc explosaient à la file : le dernier soupir de cette guerre éclair.

Les avions allemands déversaient du phosphore sur les maisons en ruine de La Chapelle et de Saint-Agnan qui ne voulaient plus brûler.

Etienne, comme un chat, ne se lassait pas de surveiller ces feux. Accroupi à flanc de montagne, il regardait les halos rouges et pensait aux Barbares, à la guerre de Cent ans, aux Indiens : à toutes les pages de l'histoire dans lesquelles les hommes se détruisent entre eux.

Des criminels et des lâches !

Etienne savait par un soldat que l'ordre de dispersion venait d'être donné. Cela ne lui faisait plus rien. Depuis la lecture de ce télégramme, le sort du maquis l'inquiétait moins que ce qu'il y avait derrière, plus loin : à Alger, en Allemagne, chez les Alliés.

Des criminels et des lâches !

Qui étaient-ils ? Ces pilotes allemands, dont les avions passaient en rase-mottes au fond de la vallée, si près qu'Etienne s'amusait à leur jeter des pierres ? Ils étaient des criminels, sûrement, puisqu'ils massacraient les vieux, les gosses et les autres. (Etienne se classait dans cette dernière catégorie.)

Mais des lâches... Pouvaient-ils être des lâches, puisqu'ils se faisaient tuer comme tout le monde ? A Saint-Nizier, à Herbouilly, au col de la Croix-Haute, à Vassieux, on en avait tué pas mal, même si personne ne savait combien. Etienne avait vu un chasseur-bombardier s'écraser contre la montagne. Il voyait les pilotes piquer dans les gorges et redresser leurs appareils sous les falaises. Ces pilotes atterrissaient à Vassieux, là où les Alliés n'osaient pas venir.

Etienne cherchait les lâches. Ils vivaient à Alger, là où l'état-major envoyait ce télégramme. C'étaient de grandes personnes assises derrière des bureaux, des Français disant « Non ! » aux demandes de renfort.

Des Français ! Il en existait donc des lâches ? Il y en avait certainement de criminels, puisqu'à Vassieux et à Saint-Nizier ils accompagnaient les Allemands et tuaient comme eux les vieux, les gosses et les autres.

Avant de venir dans le Vercors, Etienne ne méprisait les collaborateurs, les miliciens, les pétainistes, que par rapport au maquis, à de Gaulle. Cela ne l'empêchait pas de voir la France comme le pays des courageux Gaulois qui n'avaient peur que du ciel, et que César avait battus par malice. Jeanne d'Arc, le chevalier d'Assas, Valmy, les poilus de 14 ! Etienne avait frissonné d'orgueil en pensant à eux.

Evidemment, on n'insistait pas sur les salauds, sur les criminels et les lâches.

Ici, au maquis, ils n'étaient pas des criminels. Ils ne torturaient pas les prisonniers, ils ne volaient pas. Ils ne pouvaient être des lâches, puisqu'ils se faisaient tuer.

Le déserteur (un Français, lui aussi) avait bien dit à Etienne qu'ils étaient des cons. Eh bien, ce soir-là, Etienne aimait les cons. « Ils vont tous se faire tuer, ces cons-là », Etienne se souvenait de la phrase. Le déserteur avait eu raison. Le Vercors, si beau, vert sombre et vert clair en haut de ses falaises, le Vercors coulait à pic. Les cons, abandonnés par les criminels et les lâches, se faisaient tuer. Tant pis ! Etienne regrettait de ne pas être avec les maquisards qui montaient vers les bois pour continuer à se défendre. Etienne n'avait qu'un regret, ce soir : c'était de ne pas être un de ces cons-là !

Dans la grotte, cinq couvertures recouvraient cinq morts. Depuis trente-six heures, les vingt-deux survivants, tous blessés, cherchaient une occasion de s'échapper, répondant aux mitrailleuses avec leur fusil-mitrailleur, renvoyant aux Allemands les grenades qu'ils leur lançaient. Les hommes se relayaient à l'entrée de la grotte pour couper les cordes, au bout desquelles les Allemands faisaient descendre des explosifs du haut de la falaise.

Dans le brouillard, les Allemands attendaient que les survivants se rendent. Dix-sept des leurs gisaient morts, soixante blessés.

Le colonel avait tout calculé. Les Français s'élanceraient vers le nord pour rejoindre le Vercors : c'est le plus court chemin. Trois mitrailleuses et un mortier leur barraient la route.

(à suivre)

# QUE DOIT APPORTER UN MENU BIEN EQUILIBRE ?

## L'eau :

L'eau qui doit constituer l'essentiel de la boisson dans la journée est très souvent oubliée, or elle représente les deux tiers de la composition du corps humain. Chaque jour, nous perdons environ 2 à 2,5 litres d'eau si nous avons une activité normale, beaucoup s'il fait chaud, si nous transpirons au cours d'efforts prolongés, si nous mangeons des aliments salés... Cette eau perdue par la respiration, la transpiration et les urines est remplacée par l'eau contenue dans les aliments et par les liquides. Boire environ un litre de liquide par jour est donc nécessaire.

L'eau doit constituer la base de la boisson à raison de cinq à six verres répartis dans la journée. On peut boire de l'eau du robinet qui est correcte du point de vue bactériologique, à condition de la mettre dans une carafe une heure avant consommation, pour laisser s'évaporer le chlore.

## Le pain et les féculents :

Le pain qui apporte de l'énergie (ou calories), des protéines végétales, et des vitamines, doit couvrir un tiers des besoins caloriques par jour. Si l'on fait les comptes, cela représente pour un adulte 400 grammes de pain par jour.

Si le pain est consommé en quantité insuffisante, les féculents, par contre, sont trop utilisés dans les menus. Ils ne doivent pas dépasser en quantité la part de pain. Pour ceux qui veulent maigrir, les légumes secs, les pâtes, le riz, les pommes de terres, le pain, doivent être mangés en très petites

quantités.

## Les légumes verts :

Consommés crus, les légumes verts apportent des sels minéraux, des vitamines intactes s'ils n'ont pas traîné et s'ils ne sont pas stockés depuis quelques jours ; par rapport aux légumes du jardin cueillis-mangés, les légumes stockés trois ou quatre jours perdent un tiers de leurs vitamines. Il faut donc acheter des légumes verts très frais et profiter des légumes et fruits de saison, moins chers et qui auront moins traîné.

On peut consommer davantage de persil qui apporte des vitamines, du calcium.

Cent grammes de persil contiennent autant de vitamine C que quatre oranges. Consommés cuits, les légumes verts perdent quelques vitamines mais favorisent la digestion, car ils lestent le bol alimentaire par leur cellulose. Le meilleur moyen de les cuire : la cocotte minute qui gagne du temps, économise le chauffage et permet de cuire les aliments à la vapeur.

## Les huiles, les graisses :

Les matières grasses sont présentes dans notre alimentation de manière parfois insidieuse et il faut les détecter pour éviter d'en prendre trop, savoir les utiliser. Le danger des matières grasses, c'est, au bout de quelques années, l'athérosclérose c'est-à-dire le dépôt des graisses sur la paroi des vaisseaux et les ennuis de la cinquantaine.

Pour avoir une idée : dans cent grammes de cotelettes de porc, il y a trente grammes de lipides (corps gras).

Dans cent grammes de

chocolat, vingt-quatre gramme de lipides.

Consommés crus, les légumes verts apportent des sels minéraux, des vitamines intactes s'ils n'ont pas traîné et s'ils ne sont pas stockés depuis quelques jours ; par rapport aux légumes du jardin cueillis-mangés, les légumes stockés trois ou quatre jours perdent un tiers de leurs vitamines. Il faut donc acheter des légumes verts très frais et profiter des légumes et fruits de saison, moins chers et qui auront moins traîné.

On peut consommer davantage de persil qui apporte des vitamines, du calcium.

Cent grammes de persil contiennent autant de vitamine C que quatre oranges. Consommés cuits, les légumes verts perdent quelques vitamines mais favorisent la digestion, car ils lestent le bol alimentaire par leur cellulose. Le meilleur moyen de les cuire : la cocotte minute qui gagne du temps, économise le chauffage et permet de cuire les aliments à la vapeur.

Les matières grasses sont présentes dans notre alimentation de manière parfois insidieuse et il faut les détecter pour éviter d'en prendre trop, savoir les utiliser. Le danger des matières grasses, c'est, au bout de quelques années, l'athérosclérose c'est-à-dire le dépôt des graisses sur la paroi des vaisseaux et les ennuis de la cinquantaine.

Pour avoir une idée : dans cent grammes de cotelettes de porc, il y a trente grammes de lipides (corps gras).

Dans cent grammes de

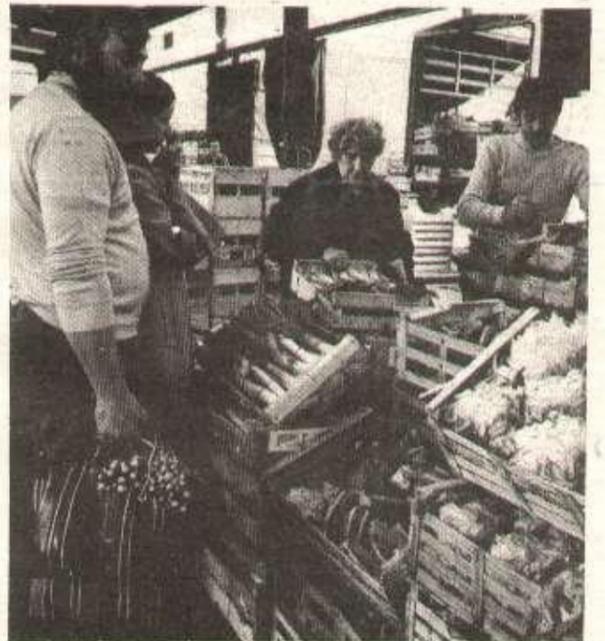
l'organisme. De même, les huiles qui peuvent être chauffées, comme l'huile d'olive, d'arachide, ne doivent pas être chauffées fortement, ni brûlées. Lorsque les huiles sont réchauffées plusieurs fois, leur pouvoir de toxicité augmente, il faut donc éviter de manger des frites lorsqu'on peut se doter de la qualité de l'huile utilisée.

Restent deux aliments indispensables pour l'alimentation :

Les laitages qui apportent calcium, vitamines, corps gras ; le lait et le gruyère sont les aliments les plus riches en calcium.

Les viandes, œufs, poissons qui sont interchangeables. Cuits le plus souvent sans huile ni graisse, et présentés ensuite avec du beurre, ils seront moins difficiles à digérer.

Docteur QdP



## Programme télé VENDREDI 8 AVRIL

### TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités  
13 h 35 - La source de la vie  
14 h 05 - Spécial vacances  
17 h 30 - La grande cocotte  
18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Gédéon  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Les lettres volées  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Le portique des cieus. *Dramatique*  
22 h 00 - Titre courant  
23 h 15 - TF 1 actualités  
23 h 30 - Fin des émissions

### A 2

14 h 05 - Aujourd'hui madame  
15 h 05 - Le saint  
16 h 00 - Aujourd'hui madame

18 h 35 - Flash information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Flash information  
19 h 45 - La tirelire  
20 h 00 - Le journal  
20 h 30 - Un juge, un flic. *Série policière en 6 épisodes.*  
21 h 30 - Apostrophes  
22 h 45 - Les nouvelles  
22 h 50 - Ciné-club : «Les verts paturages». *Comédie musicale américaine*  
00 h 20 - Fin des émissions

### FR 3

18 h 10 - La télévision régionale  
18 h 45 - Les aventures de Tintin  
19 h 00 - Lolek et Bolek  
19 h 05 - Des talents et des gens  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre. *La ligue du droit des femmes*  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Vendredi  
21 h 30 - Scénario pour une ville. *Aujourd'hui : Annecy*  
22 h 20 - FR 3 actualités  
22 h 35 - La télévision régionale  
23 h 00 - Fin des émissions

# LE PORT DE DUNKERQUE BLOQUE DEPUIS UN MOIS

## «NOUS, LES DOCKERS...»

Reportage de Julien LEBLOND

«C'est la grève dans la bonne humeur» assure «Mémène», la patronne du «café de l'Avenir», tout à côté, qui ne désemplit plus depuis 28 jours. Elle connaît chaque visage de sa grande famille de dockers qui jouent au 421 et à qui elle sert la bière, pinte sur pinte. Surtout au moment des meetings quotidiens des dockers.

### USINOR «SALOPARD»...

Dans la salle de l'Avenir enfumée, pleine à craquer, Roger Gouvard tient la tribune. C'est à peine si l'on a remarqué que Gaston Henry, le secrétaire de la Fédération Nationale des Ports et Docks, venait d'adresser brièvement le salut des ouvriers des ports français ponctué d'un sonore «Vive la CGT». Gouvard, verbe haut et geste nerveux, tonne contre les «salopards» d'Usinor. Pendant une heure et demie, il répète inlassablement les raisons de la grève (cf. QdP du 4 avril), louant la «puissance, la force et l'unité des dockers que rien ne saurait ébranler». Au ton tranchant de Gouvard et à la vivacité de ses invectives anti-patronales, les dockers ont bien vite compris que la dernière réunion paritaire avec la direction du port autonome et Usinor n'avait pas donné de résultats probants. Donc, la grève continue...

«En 53, la grève avait duré six semaines. Nous, on en est déjà à plus de la moitié... Ça durera le temps qu'il faudra» affirment les dockers au piquet sur le Freycinet 3. Sur le môle balayé par le vent glacial du littoral et la pluie fine, ils se sont engouffrés à une dizaine dans une petite baraque grise au pied d'un portique. Agglutinés autour d'une planche posée sur deux fûts, quelques-uns jouent à la belote. Dans le port désert, les grues et portiques sont impeccablement alignés, la flèche pointée vers le ciel. Restent quelques navires, comme abandonnés dans les bassins, à quai : ici, le «Cap Fréhel», là le «Sétif» battant pavillon algérien...

### DE PERE EN FILS

Jacky, que ses cinq jeunes années de présence sur le port ont commencé à mouler aux habitudes et coutumes de la corporation, ne mâche pas ses mots : «C'est de la faute à ce... d'Usinor. Quand a commencé le déchargement du minéralier japonais le 10 mars, il a laissé les passerelles levées pour empêcher les débardeurs de monter, comme il est convenu dans les accords. Eh bien, les portiqueurs ont dit : non. Et celui qui s'en prend à un docker, il s'en prend à tous les dockers !» C'est une grande règle chez les dockers de s'épauler, mais ce n'est pas la seule...

Parce qu'on est docker de père en fils, presque tout naturellement... Daniel, par exemple : son père était docker, ses deux

frères le sont également. Et il songe sérieusement que son fils aîné, qui n'a pourtant que dix ans et demi, pourrait bien le devenir un jour... Il a près de vingt ans de métier et il aime en parler. «C'est vrai qu'on gagne pas mal notre vie et qu'on a des avantages. Mais on a tout gagné par nos luttes. Avant 47, avant qu'on obtienne le statut du docker, c'était l'esclavage. Même après 47, c'était pas toujours les meilleurs salaires. Maintenant, c'est mieux, les tarifs ont évolué mais en 68, le prix pour la vacation de quatre heures n'était encore que de 24 F». Là, Daniel brandit et feuillette une épaisse brochure bleue, le «barème» édité régulièrement par la CGT : les primes fixes par vacation, la rémunération de base pour les shifts (les postes 6 H-14 H, 14 H-22 H et quelques postes de nuit tolérés depuis quelques années), les primes de panier et aussi l'indication des primes à la tonne pour chaque marchandise : «Là, vois-tu, pour les poteaux télégraphiques par exemple, tu as 51, 3 centimes par tonne déchargée. Ce sont des prix qui sont décidés en commun après négociation avec les boîtes de transit».

Tout cela s'ajoutant au salaire de base, on peut compter que le salaire moyen mensuel oscille entre 3 500 et 4 500 F. «Oui, mais à condition que tu ne sois pas obligé d'aller tous les jours à la «piqure», remarque Daniel. La «piqure», c'est la hantise du docker : arriver le matin au bureau de la main-d'œuvre du port et ne pas pouvoir prendre place dans une équipe à cause des fluctuations de trafic. Dans ce cas, la garantie de salaire lui est acquise : 68 F par jour, en souhaitant que cela ne dure pas trop longtemps. «Oui, mais on s'arrange entre nous, avec les contre-maitres, on se connaît» renchérit Jacky.

### DEMAIN DES «SMICARDS»?

A la seule évocation du nom d'Usinor,

## SUR LES QUAIS DE DUNKERQUE...

«Quand on me parle de socialisme, je juge sur ce que je vois», dit Gilbert un jeune docker rencontré au Freycinet 2, d'autant plus qu'on cotoie fréquemment les marins qui viennent de ces pays-là.

«Les russes, par exemple, à mon avis, ils sont martyrisés, tyrannisés. Le bateau est à peine arrivé à quai que tu vois les marins russes courir comme des fous vers le magasin LM, près du port, pour s'acheter des chaussures. Si tu leurs offres une cigarette, ils se cachent pour fumer. Mais le pire, c'est qu'ils n'ont pas le droit de sortir en ville autrement qu'accompagnés par un quartier-mai-

«A l'avenir». Depuis bientôt trois quart de siècle, cette grande salle coincée entre la gare de Dunkerque et les grands hangars du port autonome, c'est l'habituel rendez-vous des 2 500 dockers du port. A la moindre occasion et au moins une fois tous les trimestres, c'est ici qu'ils se réunissent, c'est ici, dans les bureaux répartis sur trois étages, que siègent délégués et permanents de l'unique et tout-puissant syndicat CGT des ouvriers du port.

Depuis près d'un mois, la salle de «l'Avenir» a tous les airs d'un quartier général en temps de guerre... «La guerre? Mais oui, c'est la guerre... Usinor l'a cherchée et il l'a eue», dit Robert, la forte carrure protégée par une épaisse veste de cuir. Ici, sont éditées et distribuées les cartes de grève pour la semaine, lesquelles cartes donnent le droit de percevoir les bons d'achat auprès des municipalités : 13 F par jour, par gréviste, 4,50 F pour chacun des membres de la famille. Ici, sont formés et dirigés les équipes de dockers qui assurent par roulement la surveillance quotidienne des quais déserts.



La partie de belote pendant le piquet de garde à la cantine du port...

les dockers froncent le sourcil et sont moins avares de paroles : «On a toujours eu des ennuis avec Usinor. Ça n'a fait qu'empirer. Avec la Somabami, sa société de maintenance, les salaires sont déjà légèrement inférieurs. Mais quand tu vas décharger ses bateaux sur le quai minéralier, ses contre-maitres et ses chefs te font tourner à la trique...» «Faut aller vite : ils n'ont que ce mot-là à la bouche. Pour décharger le fer ou le charbon, ils ont les grands moyens. Les bulldozers descendent dans la cale pour amener le minéral à portée du crapeau du portique. Mais il faut quand même des gars pour pelleter le minéral dans les angles», précise Jacky qui ajoute avec les accents du dialecte flammand : «Tu manges la poussière, tu ressors de là, tu as les yeux et les poumons en snott comme de la bouillie...». Les plus anciens sur le port évoquent le temps honni où il fallait s'éreinter dans les cales infectes des «Liberty ships». «Aujourd'hui, tout de même, la conteneurisation ou les «clarks» soulagent les efforts».

Tout cela devrait-il être remis en cause aujourd'hui par un monstre industriel comme Usinor? «Le rêve d'Usinor», dit Daniel, «cela a toujours été d'avoir un port sans dockers parce qu'on empêcherait de faire monter la productivité...» Et reprenant à son compte une formule qui fleurit dans la bouche des dockers depuis que Roger Gouvard l'a lancée au début de la grève, il conclut : «d'un ouvrier docker, Usinor veut faire un SMICARD».

### «ON A LAISSÉ TROP DE PLUMES»...

Ce qui renforce aujourd'hui la volonté des dockers de ne pas plier d'un pouce devant les prétentions d'Usinor à privatiser une large partie du port, c'est aussi le sentiment, partagé par beaucoup d'entre eux, qu'ils ont déjà trop cédé à Usinor. Comme cet accord de 1975 qui donnait la

possibilité au trust sidérurgique de décider pour moitié de l'embauche sur le quai minéralier. Daniel est le premier à dire qu'il s'agissait là d'une concession dangereuse de la part des ouvriers dockers : «C'est un tort qu'on a eu de signer cela en 1975. On a déjà laissé trop de plumes dans cette affaire. Maintenant, Usinor voudrait aller plus loin avec l'ouverture de son quai aux aciers... Halte là !».

Vif sujet d'étonnement chez les dockers depuis que la lutte a été portée au premier plan de l'actualité, c'est que d'aucun leur ait fait remarquer, comme en signe de reproche, le monopole syndical de la CGT, seule implantée dans la corporation. La CFDT avait bien tenté il y a quelques années une timide percée sur les quais dunkerquois, tentative qui a très vite tourné court d'autant que les quelques dockers qui s'y étaient ralliés vus précipitamment retirer leur carte professionnelle de docker... et leur emploi. Sans autre forme de procès, Jacky voit là de solides raisons à préserver l'unicité du syndicat : «C'est un peu comme dans une famille... Imagines qu'il y ait deux pères et deux mères : mais ce serait le b... !». «Le cœur de l'économie dunkerquoise étant le port, les questions de savoir combien de temps il sera possible de le maintenir artificiellement en survie et si, cliniquement, tous les soins concourent à sa réunification urgente, se posent avec une exceptionnelle gravité», écrit sans sourcilier la «Voix du Nord» à l'aube de la cinquième semaine de grève des ouvriers du port de Dunkerque, en annonçant que des mesures de chômage sont prises dans certaines entreprises de transit et de réparation navale. Passé l'effet de dramatisation délibérément recherché par la bourgeoisie, la question de la situation de la lutte des dockers et de son issue intéresse aussi tous les ouvriers dunkerquois. Daniel le sait lui-même pour s'être fait interpellé sur ce point par son voisin, ouvrier dans la réparation navale. «Allez demander des comptes à Usinor!» lui a répondu d'un trait Daniel.

«Les dockers gagnent, par principe» affirme Jacky, «Cette grève, c'est notre problème, je ne vois pas pourquoi une vendeuse des Nouvelles Galeries ferait grève en solidarité pour nous...» Roger Gouvard ne dit pas autre chose, toujours prêt à appeler à la rescousse l'héritage corporatiste des luttes antérieures pour porter légitimement l'estoc contre les incroyables prétentions d'Usinor.

La réponse à la question de Jacky, les employés des Nouvelles Galeries l'ont apportée elles-mêmes le 31 mars, le jour où les dockers manifestaient dans les rues de Dunkerque : «Nous sommes en grève. Nous occupons le magasin pour obtenir 2 000 F mensuels minimum. Si tous ceux qui sont en lutte ne mènent pas la bagarre ensemble, quel chance y a-t-il de faire plier Giscard et les patrons?»